



Recherche en ce qui concerne l'état de l'économie – hiver 2023

Rapport

Préparé à l'intention de Finances Canada

Fournisseur : Environics Research

Numéro du contrat : 60074-221039/001/CY

Valeur du contrat : 279 189,10 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution du contrat : 6 septembre 2022

Date de livraison : 27 février 2023

Numéro d'enregistrement : POR 038-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse : por-rop@fin.gc.ca

This report is also available in English.

Recherche en ce qui concerne l'état de l'économie – hiver 2023 – Rapport final

Préparé à l'intention de Finances Canada par Environics Research

Février 2023

Permission de reproduire

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Finances Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse : por-rop@fin.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Finances du Canada, 2023.

Numéro de catalogue : F2-289/2023F-PDF

ISBN 978-0-660-46404-6

This publication is also available in English under the title *Research on the state of the economy – Winter 2023 – Final report*

Numéro de catalogue : F2-289/2023E-PDF

ISBN 978-0-660-46403-9

Table des matières

Résumé du rapport	i
Contexte et objectifs.....	i
Méthodologie.....	i
Valeur du contrat.....	ii
Constatations principales – phase qualitative.....	ii
Principales constatations – phase quantitative.....	v
Énoncé de neutralité politique et coordonnées.....	ix
Introduction	1
Contexte	1
I. Constatations détaillées – phase qualitative	2
A. Perceptions de l'économie canadienne.....	2
B. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie.....	4
C. Mesures favorisant l'abordabilité.....	6
D. Préoccupations en matière de soins de santé.....	7
E. Logement.....	9
F. Les priorités budgétaires.....	10
II. Constatations détaillées – phase quantitative	11
A. Évaluation de l'économie.....	11
B. Mesures gouvernementales.....	17
C. Bien-être personnel.....	22
D. Impôt et politique fiscale.....	31
E. Logement.....	35
Annexe A : Méthodologie de la phase qualitative	43
Annexe B : Méthodologie de la phase quantitative	45
Annexe C : Guide de discussion	48
Annexe D : Questionnaire de recrutement	53
Annexe E : Questionnaire du sondage	62

Remarque : Des tableaux croisés détaillés sont fournis dans un document distinct.

Résumé du rapport

Contexte et objectifs

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener, à l'automne 2022 et à l'hiver 2023, une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès de la population canadienne. La recherche visait à explorer les préoccupations et les perceptions globales des Canadiens et des Canadiennes en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays et aux enjeux émergents, ainsi que leurs attentes quant au rôle que le gouvernement du Canada devrait jouer dans l'économie et d'autres mesures destinées à améliorer leur qualité de vie. Plus précisément, le présent rapport analyse les résultats de la recherche de l'hiver 2023 afin de présenter les attitudes actuelles des Canadiens et des Canadiennes à l'égard de sujets tels que :

- l'état de l'économie;
- l'inflation et le coût de la vie;
- les facteurs de stress financier;
- les enjeux fiscaux tels que le déficit et le système d'imposition;
- l'offre de logements et l'accès à un logement abordable;
- les soins de santé;
- les priorités budgétaires.

Méthodologie

Collecte de données qualitatives

Environics Research a mené, en janvier et en février 2023, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe visant à évaluer les opinions des Canadiens et des Canadiennes quant à l'état actuel de l'économie. Les discussions se sont déroulées sur la plateforme Zoom, et deux séances, l'une auprès de participants à revenu élevé et l'autre, de participants à revenu moyen ou faible, ont été organisées dans chacune des régions suivantes : en Ontario (le 30 janvier), dans les provinces de l'Atlantique (le 31 janvier), dans les provinces des Prairies (le 1^{er} février), au Québec (le 2 février) et en Colombie-Britannique (le 6 février). Les deux séances du Québec ont été menées en français, et les huit autres, en anglais.

Les 71 participants étaient tous âgés de 18 ans et plus et appartenaient à différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux. Les séances de discussion, de 90 minutes environ, regroupaient de six à huit personnes (sur les huit recrutées pour chacun des groupes). Les participants se sont vu offrir la somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence.

Limites : L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Collecte de données quantitatives

Envionics a mené, du 11 au 23 janvier 2023, un sondage en ligne auprès d'un échantillon représentatif de 2 106 Canadiens et Canadiennes adultes. *Puisque les répondants et répondantes au sondage en ligne ont été recrutés à partir d'un panel à participation volontaire, l'échantillon est non probabiliste et aucune marge d'erreur ne peut être calculée.* La répartition régionale des sondages est décrite ci-dessous.

Répartition régionale	Total	C.-B./Yn	Alb./T.N.-O.	Sask.	Man./Nt	Ont.	Qc	Atl.
N ^{bre} de sondages terminés	2 106	333	286	112	129	624	419	203
% de sondages terminés	100 %	16 %	14 %	5 %	6 %	30 %	20 %	10 %

Le présent rapport comprend un résumé des principales constatations tirées de l'étude, suivi d'une analyse approfondie des données issues des séances de discussion et du sondage. Un document distinct renferme pour sa part un ensemble de tableaux croisés présentant les résultats obtenus à toutes les questions, en fonction de segments de la population définis par région et caractéristique démographique. Dans l'analyse détaillée, chacun de ces tableaux est associé à une question du sondage.

Dans le présent rapport, les résultats quantitatifs sont exprimés en pourcentage, à moins d'avis contraire. Il est possible que la somme des résultats ne soit pas égale à 100 % en raison de l'arrondissement des nombres ou de réponses multiples. Il est également possible que les résultats nets mentionnés dans le texte ne correspondent pas exactement aux résultats individuels figurant dans les tableaux en raison de l'arrondissement.

Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 279 189,10 \$ (TVH incluse).

Utilisation des constatations de la recherche. En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiens et des Canadiennes, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu d'importants enjeux politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, l'élaboration de politiques et la planification de programmes et de services.

Constatations principales – phase qualitative

A. Perceptions de l'économie canadienne

En général, les participants aux séances de discussion perçoivent l'état actuel de l'économie canadienne de façon négative et pessimiste. Les mots les plus souvent utilisés pour décrire l'économie comprenaient des termes réprobateurs tels que « en difficulté », « inflation », « défi », « difficile », « effrayante », « plongeante » et « en chute ». Une minorité a utilisé des mots plus neutres, comme « moyenne », « passable » et « qui s'améliore ».

La plupart des gens ont reconnu que le Canada se porte relativement bien par rapport à d'autres pays et que l'inflation se fait ressentir partout, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'un problème typiquement canadien. On a

aussi souvent relevé que les salaires n'ont pas augmenté au même rythme que l'inflation et que l'écart se creuse entre les riches, qui ont continué de s'enrichir au cours des dernières années, et le reste de la population.

La plupart étaient d'avis que l'économie se porte mal et se préoccupaient surtout des enjeux qui les touchent personnellement, comme le coût de la vie, l'inflation, la pénurie de logements abordables et la hausse des taux d'intérêt. Plusieurs personnes ont mentionné précisément le coût des produits d'épicerie, du logement et, dans une moindre mesure, de l'essence.

Les attitudes à l'égard de l'économie étaient assez semblables d'une région à l'autre et dans les deux groupes de revenu, les participants et les participantes manifestant leur incertitude et leur pessimisme quant à l'état actuel de l'économie canadienne et craignant une nouvelle année difficile et imprévisible, en particulier en raison d'événements extérieurs comme la guerre en Ukraine et le prix des produits de base. Dans les Prairies, certains avaient une vision plus neutre de l'économie, tandis que d'autres étaient d'avis que le pire est derrière nous et que l'économie pourrait changer de cap dans l'année à venir.

B. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie

L'inflation et le coût de la vie étaient au cœur des préoccupations pour la plupart des gens; c'est aussi ce sur quoi ils se basaient principalement pour évaluer l'état de l'économie. En effet, l'inflation et la hausse des coûts semblaient toucher tout le monde d'une manière ou d'une autre, et ce dans toutes les régions. Lorsqu'on leur a demandé des exemples de choses qu'ils ne peuvent plus se permettre aussi facilement, les participants et les participantes ont indiqué principalement les produits d'épicerie et le logement.

Les gens ont décrit les mesures qu'ils ont prises pour s'adapter aux prix plus élevés, par exemple rechercher les aubaines et réduire leurs dépenses discrétionnaires. Dans les groupes au revenu plus élevé, on avait tendance à payer les coûts plus élevés, mais à contrecœur.

La plupart des gens étaient d'avis que plusieurs facteurs se trouvent à la source de l'inflation actuelle et qu'il s'agit d'un problème mondial. Ils en attribuaient le plus souvent la cause à la hausse abusive des prix et à la cupidité des entreprises, à l'augmentation du prix de l'essence, aux problèmes de chaîne d'approvisionnement découlant de la pandémie et de la guerre en Ukraine.

La plupart savaient que la Banque du Canada est responsable de fixer les taux d'intérêt et qu'elle augmentait ceux-ci dans le but de réduire l'inflation. Mais plusieurs ont remis en question la logique d'une telle approche, se demandant de quelle façon des taux d'intérêt plus élevés étaient censés réduire les prix, compte tenu des causes mondiales perçues de l'inflation. Bon nombre de participants et de participantes, en particulier ceux détenant un prêt hypothécaire, commençaient à s'inquiéter des répercussions des taux d'intérêt plus élevés.

C. Mesures pour rendre la vie plus abordable

La plupart des gens ont reconnu que le gouvernement fédéral ne pouvait pas faire grand-chose pour réduire le taux d'inflation, bien que certains fussent d'avis qu'une réduction de l'impôt et des taxes, en particulier la taxe sur le carbone, pourrait contribuer à en atténuer les conséquences.

Certaines personnes ont aussi mentionné d'autres façons dont un contrôle accru de la part du gouvernement pourrait aider à rendre la vie plus abordable, particulièrement la mise en place de mesures de contrôle des loyers et la réalisation d'enquêtes sur les pratiques de prix abusifs de la part de grandes sociétés.

D. Préoccupations relatives au logement

La pénurie de logements abordables représentait une préoccupation majeure parmi les participants et les participantes de toutes les régions, particulièrement en Colombie-Britannique, où les prix du logement constituent un problème depuis de nombreuses années. Cet enjeu n'était pas aussi inquiétant dans les Prairies.

Les préoccupations précises en matière de logement variaient entre les propriétaires et les locataires, et la présence ou non d'un prêt hypothécaire à rembourser. Les locataires s'inquiétaient de la hausse des loyers, des rénos-éviictions et de l'impossibilité apparente de pouvoir un jour acheter une propriété. Les propriétaires, quant à eux, se préoccupaient davantage de leurs enfants et des futures générations, tandis que ceux qui tentaient d'accéder à la propriété pour la première fois étaient stressés et avaient l'impression qu'ils ne pourraient jamais aller de l'avant en raison de la hausse des coûts et des taux d'intérêt. Les personnes détenant un prêt hypothécaire s'inquiétaient de la hausse des taux d'intérêt et de l'incidence que cela aurait au moment du renouvellement.

Peu de gens étaient au courant de mesures mises en place par le gouvernement fédéral pour s'attaquer au problème de logements abordables. Quelques personnes avaient entendu parler des restrictions en matière de propriété étrangère et de spéculation immobilière, mais ignoraient s'il s'agissait de mesures fédérales ou provinciales.

E. Soins de santé

Les soins de santé étaient manifestement une préoccupation majeure pour la plupart des participants et des participantes, et ce, dans toutes les régions et tous les groupes de revenu. Les inquiétudes précises qui sont revenues le plus souvent étaient la difficulté d'accéder à un médecin, la pénurie de professionnels de la santé en général et les délais d'attente pour les opérations chirurgicales et autres interventions. Certaines personnes ont relevé précisément que le problème provenait du sous-financement, et avaient l'impression que le système de santé ne s'était pas encore remis des conséquences de la pandémie.

La plupart des gens ont convenu que les provinces sont les mieux placées pour s'attaquer aux problèmes dans leur propre système de santé, compte tenu de leurs secteurs de compétence. Ils étaient toutefois aussi d'avis que le gouvernement fédéral devrait veiller à ce que les provinces fassent preuve de transparence et qu'elles rendent compte de leurs dépenses. Tous et toutes s'entendaient pour dire que si le gouvernement fédéral devait accroître le financement destiné aux soins de santé qu'il verse aux provinces, il devrait alors avoir son mot à dire sur l'utilisation des fonds et pouvoir imposer certaines conditions et demander des comptes.

Dans la mesure où les gens se tournaient vers le gouvernement fédéral pour trouver des solutions à la crise actuelle dans le secteur de la santé, ils voulaient voir des mesures visant à faciliter l'immigration de professionnels de la santé et l'augmentation du financement affecté aux soins de santé.

Très peu avaient entendu parler des récentes annonces de gouvernements provinciaux, comme celui de l'Ontario, concernant la privatisation de certaines interventions médicales. Pour la majorité, la notion de privatisation signifiait la nécessité de payer soi-même les soins de santé, et l'idée d'un recours accru au secteur privé était mal comprise.

Les personnes à revenu plus élevé étaient un peu plus ouvertes à ce concept, tandis que celles à revenu plus faible, de même que les résidents de la Colombie-Britannique, s'inquiétaient davantage des conséquences d'une

participation accrue du secteur privé dans les soins de santé. On était d'avis qu'il fallait agir pour s'attaquer à la crise perçue dans le secteur de la santé et que la privatisation valait peut-être la peine d'être explorée, tant que les normes de soins demeurent les mêmes pour les fournisseurs publics et privés et que tous les services demeurent gratuits pour les patients.

Certaines personnes avaient espoir que la privatisation de certaines interventions médicales pourrait alléger le fardeau exercé sur le système public. D'autres ont dit craindre que cela éloigne le personnel de la santé du secteur public, et donc que cela ne règle en rien le problème sous-jacent de manque d'effectif. Aucun consensus ne s'est dégagé quant à savoir comment le gouvernement fédéral devrait réagir à ces projets de privatisation.

F. Les priorités budgétaires

Lorsqu'on leur a demandé quelles devraient être les priorités du budget fédéral à venir, la plupart des participants et des participantes ont mentionné les soins de santé. Il est évident que ce secteur est devenu un enjeu de première importance, et la population souhaite que le prochain budget s'y attarde. Toutes les mesures perçues comme visant à remédier à la pénurie de personnel infirmier et de médecins seraient bien reçues. La santé mentale a été soulignée à quelques reprises, en particulier en Colombie-Britannique. Certaines personnes ont mentionné expressément les mesures visant à élargir la portée de la couverture des soins de santé, notamment pour inclure les soins dentaires et les médicaments.

Une minorité a relevé d'autres priorités budgétaires souhaitées. Plusieurs personnes ont mentionné des mesures pour s'attaquer au problème de logements abordables. Parmi les autres priorités mentionnées moins souvent, notons la baisse du prix de l'essence et la réduction de la taxe sur le carbone ainsi qu'un plus grand soutien aux familles à faible revenu et à l'éducation postsecondaire.

Il convient de souligner que les changements climatiques et les enjeux environnementaux ainsi que la réduction du déficit n'ont presque jamais été mentionnés spontanément comme priorités pour le prochain budget.

Principales constatations – phase quantitative

A. Évaluation de l'économie

Deux Canadiens et Canadiennes sur dix (21 %) estiment que l'économie canadienne se porte actuellement bien (note de 7 à 10), un résultat identique à celui de l'automne 2022. Le tiers (33 %) de la population se dit neutre (note de 5 ou 6), tandis que plus de quatre personnes sur dix (44 %) sont d'avis que l'économie se porte mal (note de 1 à 4).

Seule une minorité dans toutes les régions accorde une note favorable à l'économie provinciale (soit de 7 à 10 sur une échelle de 10 points). Une majorité relative dans la plupart des régions fournit une évaluation négative et, dans tous les cas sauf en Colombie-Britannique, le pourcentage d'opinions négatives a augmenté depuis l'automne 2022. Les personnes résidant dans les provinces de l'Atlantique sont les plus négatives (58 %), tandis que les Québécois et les Québécoises demeurent les plus partagés entre les opinions neutres (33 %) et négatives (37 %) quant à l'état de l'économie de leur province.

La population continue également de présenter une opinion négative quant au prix de divers biens essentiels. En effet, un peu plus de huit personnes sur dix (83 %, en hausse par rapport aux 79 % de l'automne 2022) perçoivent négativement le prix actuel des produits d'épicerie, sept personnes sur dix (71 %, en légère baisse

par rapport aux 77 % de l'automne) perçoivent négativement le prix actuel de l'essence, et six personnes sur dix (62 %) attribuent une note négative au coût des services publics. Un thème évalué pour la première fois dans cette vague, le coût de l'assurance automobile est perçu négativement par plus de la moitié (54 %) des gens.

Plus de quatre personnes sur dix (44 %, un résultat pratiquement inchangé par rapport aux 43 % de l'automne 2022) estiment que l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie constituent l'enjeu économique le plus préoccupant. Le logement abordable demeure en deuxième place, mais loin derrière (13 %, inchangé depuis la dernière vague), tandis que la hausse des taux d'intérêt est mentionnée par une personne sur dix (9 %).

B. Mesures gouvernementales

Comme à l'automne, plus du tiers (36 %) de la population croit qu'il faudra un ou deux ans pour que la période actuelle de forte inflation soit maîtrisée. Un peu moins de deux personnes sur dix (17 %) sont d'avis qu'il faudra un an ou moins, le quart (23 %) des répondants et répondantes estiment qu'il faudra plus de deux ans et 7 % des gens sont d'avis que la forte inflation constitue la nouvelle normalité.

Une majorité relative (38 %) comprend dans une certaine mesure que le taux d'inflation est attribuable à des facteurs mondiaux, tandis qu'un peu plus de deux personnes sur dix (22 %) pensent qu'il est plutôt causé par les politiques du gouvernement fédéral. Le quart (25 %) de la population est d'avis que les facteurs mondiaux et les politiques du gouvernement fédéral y contribuent.

À une nouvelle question pour l'hiver 2023, la moitié des Canadiens et des Canadiennes (50 %) disent croire, dans une certaine mesure, que la Banque du Canada contrôle le taux d'intérêt préférentiel, tandis qu'une personne sur dix (11 %) pense à tort que celui-ci relève du gouvernement fédéral élu. Une personne sur six (17 %) estime que ces deux instances sont responsables de fixer le taux.

Invités à évaluer l'importance que devraient revêtir 14 enjeux dans les décisions budgétaires du gouvernement fédéral, les répondants et répondantes trouvent qu'il faut avant tout améliorer le système de santé (87 %), s'attaquer au coût de la vie (87 %) et maîtriser l'inflation (83 %). Ces mêmes enjeux revêtaient tous une importance considérable à l'automne 2022.

C. Bien-être financier

À l'hiver 2023, plus de quatre Canadiens et Canadiennes sur dix (44 %, soit une baisse de 6 points de pourcentage) évaluent leur propre situation financière de façon positive (notes de 7 à 10). Trois personnes sur dix (31 %) se disent neutres à cet égard, tandis que le quart des personnes (24 %) jugent leur situation mauvaise dans une certaine mesure.

Les sources *majeures* de stress les plus souvent mentionnées sont la qualité du système de santé (34 %), la capacité d'économiser suffisamment pour prendre sa retraite (26 %) et la hausse des taux d'intérêt (23 %). Environ deux personnes sur dix considèrent également comme d'importants facteurs de stress le recul de la classe moyenne par rapport au 1 % le plus riche (19 %) et les changements climatiques (18 %). Les pourcentages de répondants considérant chaque facteur comme une source de stress majeure sont semblables à ceux de l'automne 2022.

Chez les parents, trois personnes sur dix s'inquiètent beaucoup de savoir si leurs enfants seront en mesure de s'offrir un endroit où rester lorsqu'ils seront plus âgés (30 %) et quelle sera la qualité de l'environnement (30 %). Au plus deux parents sur dix se disent très stressés par l'incidence d'autres facteurs sur leurs enfants.

Un peu plus d'une personne sur dix (12 %) est maintenant au moins un peu plus convaincue qu'elle ne l'était l'année dernière de pouvoir payer ses factures et se procurer les choses dont elle a besoin, tandis que la moitié des gens (49 %) en sont tout aussi convaincus. Un peu plus du tiers (37 %) des répondants en sont quant à eux un peu (26 %) ou beaucoup moins (11 %) convaincus. Ces résultats sont pratiquement inchangés par rapport à ceux de l'automne 2022.

Dans cette vague, trois personnes sur dix estiment que les produits d'épicerie constituent la dépense la plus difficile à couvrir (31 %, en hausse par rapport aux 24 % de l'automne 2022), tandis que le quart (24 %) des répondants en disent de même au sujet des coûts de logement (un pourcentage inchangé). Un peu moins de trois personnes sur dix (28 %, un pourcentage comparable aux 29 % de la vague précédente) affirment n'avoir aucune difficulté à joindre les deux bouts.

Les Canadiens et Canadiennes s'inquiètent un peu plus qu'à l'automne de la possibilité qu'eux-mêmes ou qu'un membre de leur ménage perdent leur emploi. En effet, le tiers (34 %) des gens s'inquiètent beaucoup ou un peu de cette éventualité, alors que c'était le cas de trois personnes sur dix lors de la dernière vague. Six personnes sur dix (61 %) ne s'inquiètent pas vraiment ou pas du tout à l'idée d'une perte d'emploi, dont le tiers des gens qui ne s'en inquiètent pas du tout, un résultat en baisse de neuf points.

D. Impôt et politique fiscale

Près des deux tiers (64 %) des gens conviennent que le financement permanent accordé aux provinces pour les soins de santé devrait être plus important, tandis que six personnes sur dix (60 %) craignent qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire par le gouvernement fédéral se fasse au détriment des services essentiels ou qu'il soit financé par une augmentation des taxes et des impôts. Un peu moins de six personnes sur dix (58 %) indiquent qu'elles ne s'attendent pas à ce que le gouvernement fédéral équilibre son budget tant que l'économie ne se sera pas entièrement remise de la pandémie, tandis qu'un peu moins de la moitié (48 %) des gens estiment que l'équilibre budgétaire devrait être rétabli dès que possible.

Le tiers des gens conviennent que le gouvernement fédéral tente de soutenir les Canadiens et les Canadiennes en période de difficultés économiques (34 %, en baisse par rapport aux 43 % de l'automne 2022) ou qu'il devrait accroître le soutien financier offert à l'Ukraine (32 %), tandis que trois personnes sur dix estiment que le gouvernement comprend les enjeux économiques auxquels est confrontée la population (31 %).

Huit personnes sur dix sont d'avis que les grandes sociétés devraient payer plus de taxes et d'impôts, dont la moitié (49 %) qui estime qu'elles devraient en payer beaucoup plus. Les trois quarts (76 %) des répondants et répondantes pensent que les membres du 1 % le plus riche devraient en payer plus, dont plus de la moitié (54 %) qui pensent qu'ils devraient en payer beaucoup plus. Près des trois quarts (73 %) des gens estiment que les institutions financières devraient payer plus de taxes et d'impôts (dont 40 % qui jugent qu'elles devraient en payer beaucoup plus). En revanche, quatre personnes sur dix pensent que les petites entreprises (41 %) et les membres de la classe moyenne (39 %) paient actuellement un montant approprié de taxes et d'impôts; quatre personnes sur dix estiment que les petites entreprises devraient en payer moins, et la moitié des gens en disent de même au sujet des membres de la classe moyenne. Un peu plus de six personnes sur dix (62 %) estiment que les gens à faible revenu devraient payer moins de taxes et d'impôts.

E. Logement

Dans une nouvelle question posée à l'hiver 2023, on a demandé aux Canadiens et aux Canadiennes ce qu'ils pensent des taux d'intérêt en vigueur sur les prêts et prêts hypothécaires, ainsi que du coût actuel du logement. Une majorité présente une opinion négative du coût actuel du logement (76 %) et des taux d'intérêt en vigueur sur les prêts et prêts hypothécaires.

Huit personnes sur dix (81 %) sont toujours d'accord (notes de 7 à 10) pour dire qu'il est très difficile d'acheter une propriété dans le climat économique actuel, tandis que les deux tiers (65 %, en baisse par rapport aux 71 % de l'automne 2022) sont d'avis que le gouvernement fédéral a la responsabilité de remédier à la pénurie de logements abordables qui sévit au pays. Dans cette vague, les propriétaires sont moins nombreux à juger que les coûts associés à leur propriété sont abordables (47 %, en baisse par rapport aux 53 % de la vague précédente), tandis que moins de quatre locataires sur dix (38 %) trouvent leur loyer abordable, un résultat comparable à celui de l'automne. Seulement le quart (23 %) des répondants et répondantes sont d'avis qu'il serait facile pour une personne cherchant à acheter une propriété aujourd'hui de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire. Les trois quarts (75 %) des propriétaires affirment qu'il était extrêmement important pour eux d'être propriétaires plutôt que locataires et un peu plus de la moitié (53 %) des locataires estiment qu'il est extrêmement important pour eux d'être en mesure d'être propriétaires d'une maison dans le futur.

Des 12 politiques présentées en matière de logement, celle considérée comme la priorité absolue est celle qui consiste à accroître l'accessibilité à un logement abordable (72 %). Environ les deux tiers des gens cibleraient davantage la prise de mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements (68 %), l'augmentation de la transparence dans les opérations immobilières (67 %), le soutien aux acheteurs d'une première propriété (66 %) et le fait de rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les personnes à revenu moyen ou faible (64 %). Les niveaux d'accord avec toutes ces politiques sont légèrement plus faibles qu'à l'automne.

Dans une nouvelle question posée à l'hiver 2023, on a demandé aux Canadiens et aux Canadiennes quelle influence les politiques du gouvernement fédéral pourraient avoir sur le prix des maisons au Canada. Les trois quarts (73 %) des gens estiment que ces politiques pourraient avoir au moins une certaine influence à cet égard, dont trois personnes sur dix (30 %) pour qui elles pourraient avoir une incidence majeure. Une personne sur six (16 %) estime que ces politiques n'auraient que peu d'influence, voire pas du tout, et une personne sur dix (11 %) est incertaine à ce sujet.

Dans une autre question posée pour la première fois lors de cette vague, environ le tiers des répondants sont d'avis que la responsabilité de remédier à la pénurie de logements abordables au pays revient aux gouvernements provinciaux (36 %) ou au gouvernement fédéral (32 %), tandis qu'un peu plus d'une personne sur dix (13 %) est d'avis que cette responsabilité revient aux administrations municipales.

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique sur les communications et l'image de marque et la Directive sur la gestion des communications. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh
Vice-président, Affaires publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca
416-820-1963

Nom du fournisseur : Environics Research Group
Numéro de contrat de TPSGC : 60074-221039/001/CY
Date du contrat initial : 6 septembre 2022
Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca

Introduction

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener, à l'automne 2022 et à l'hiver 2023, une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès de la population canadienne. Le principal objectif de cette recherche était d'explorer ce que pensent actuellement les Canadiens et les Canadiennes des sujets suivants :

- l'état de l'économie;
- l'inflation et le coût de la vie;
- les facteurs de stress financier;
- les enjeux fiscaux tels que le déficit et le système d'imposition;
- l'offre de logements et l'accès à un logement abordable;
- les soins de santé;
- les priorités du gouvernement fédéral.

La recherche vise à explorer les préoccupations et les perceptions globales des Canadiens et des Canadiennes en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays et aux enjeux émergents, ainsi que leurs attentes quant au rôle que le gouvernement du Canada devrait jouer dans l'économie et d'autres mesures destinées à améliorer leur qualité de vie.

Contexte

Le ministère des Finances a besoin que des études soient menées pour obtenir de l'information sur l'environnement public au sein duquel les mesures prises par le gouvernement seront communiquées. Il s'avère important que le ministère des Finances du Canada effectue des recherches sur l'opinion publique afin d'avoir un portrait juste et à jour de l'évolution de l'humeur de la population en ce qui a trait à l'état de l'économie, à son propre sentiment de bien-être économique et aux gestes posés par le gouvernement en matière économique, dans le but d'être bien au fait du contexte dans lequel les mesures qu'il prend seront communiquées.

I. Constatations détaillées – phase qualitative

A. Perceptions de l'économie canadienne

Association de mots

Au début de chaque séance, les participants devaient choisir le mot qui, à leur avis, décrit le mieux l'état actuel de l'économie canadienne. Les mots choisis évoquaient généralement des sentiments d'incertitude et de pessimisme, comme « en difficulté », « défi », « ébranlée », « lamentable », « difficile », « effrayante », « chère », « au point de rebroussement » et « inflation ». Parmi les autres mots mentionnés moins fréquemment, notons « mauvaise », « en chute », « stagnante » et « plongeante ». Certains termes plus neutres ou positifs ont aussi été utilisés pour décrire l'économie, comme « passable », « qui s'améliore », « stable », « moyenne ». Toutefois, les termes négatifs surpassaient de loin les termes neutres et positifs.

Les mots utilisés pour décrire l'économie étaient sensiblement les mêmes d'une région à l'autre, bien que les opinions fussent moins négatives dans les Prairies que dans les autres régions. Quelques différences ont toutefois été observées entre les niveaux de revenu, les participants et participantes à revenu moyen ou élevé employant plus souvent des termes neutres pour décrire l'économie canadienne, tandis que ceux à revenu plus faible, dont plusieurs avaient peine à joindre les deux bouts, avaient tendance à utiliser des termes plus négatifs.

Lorsqu'on leur a demandé pourquoi ils avaient décrit l'économie en termes négatifs, les gens ont presque toujours mentionné la hausse des prix et le fait que la vie devient de moins en moins abordable. Ils s'inquiétaient systématiquement de leur capacité à se procurer des biens essentiels, comme les produits d'épicerie et le logement. Chez les plus jeunes, plusieurs personnes ont dit être coincées dans des emplois mal rémunérés, se demandant si elles pourront un jour se permettre d'habiter seules et d'accéder à la propriété. Les participants et participantes plus âgés ont souvent projeté leurs préoccupations économiques sur leurs enfants ou sur les jeunes en général, se demandant si ceux-ci auront un jour les moyens d'acheter une maison ou d'assurer leur sécurité financière.

Préoccupations économiques précises

Les enjeux économiques qui préoccupent le plus les Canadiens et les Canadiennes sont l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et le logement abordable, tous liés au coût de la vie en général. On a observé très peu de variations dans ces principaux thèmes, les mêmes expériences semblant revenir dans toutes les régions et tous les niveaux de revenu. La principale différence tenait du fait que, dans les groupes à faible revenu, de nombreuses personnes ont indiqué devoir se passer de certains produits et réduire leurs dépenses discrétionnaires en raison de la hausse des prix, alors que les participants et les participantes à revenu plus élevé considéraient l'inflation et la hausse des prix des produits d'épicerie comme une situation à laquelle ils devaient s'accommoder à contrecœur.

Les attitudes à l'égard de l'économie étaient assez semblables d'une région à l'autre et dans les deux groupes de revenu, les gens se sentant incertains et peu optimistes quant à l'état actuel de l'économie canadienne et anticipant une nouvelle année difficile. Dans les Prairies, cependant, certaines personnes avaient une vision plus neutre de l'économie, étant d'avis que le pire est derrière nous et que l'économie pourrait changer de cap dans l'année à venir. Elles ont relevé l'amélioration du prix des produits de base, la stabilisation du prix du logement et le grand nombre d'emplois disponibles. Les dépenses courantes préoccupent toujours les gens de toutes les régions et de tous les niveaux de revenu. Même les personnes dont le revenu est plus élevé et qui n'éprouvent peut-être pas de difficultés financières commencent à remarquer le coût de certains articles comme les produits

d'épicerie et font davantage attention, même lors de petits achats. Les jeunes s'inquiètent de leur capacité actuelle à payer leur logement et de l'impossibilité d'accéder à la propriété en raison de la hausse du prix des maisons et des taux d'intérêt. Les membres des générations plus âgées s'inquiètent quant à eux pour leurs enfants et se demandent si ceux-ci pourront un jour acheter une maison et assurer leur sécurité financière.

Il convient de souligner que, tandis que les participants et les participantes de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et des Prairies ont été en mesure de donner leur point de vue quant à l'état de l'économie nationale, ceux du Québec et des provinces de l'Atlantique ont eu beaucoup plus de difficulté à se représenter l'économie canadienne, ayant davantage tendance à se concentrer sur l'état de l'économie dans leur propre province.

Les préoccupations économiques soulevées étaient largement de nature personnelle. Les enjeux d'ordre macroéconomique, comme la productivité, la croissance économique, le marché du travail ou la durabilité, ont rarement été mentionnés.

Les participants et les participantes n'ont pratiquement jamais décrit le chômage ou les éventuelles pertes d'emploi comme étant leur principale préoccupation économique. Certaines personnes avaient toutefois connaissance des nombreux licenciements dans le secteur de la haute technologie et se sont demandé s'il s'agissait d'un avant-goût de ce qui les attend. On a souvent décrit les emplois comme étant abondants, mais en précisant que les salaires sont souvent trop bas pour gagner sa vie ou que les avantages sociaux sont inadéquats. Certaines personnes ont dit s'inquiéter de la pénurie de main-d'œuvre, en particulier dans des secteurs comme le commerce de détail, le tourisme d'accueil et les soins de santé. On avait l'impression que plusieurs emplois demeuraient vacants en raison des salaires trop bas ou parce que le travail comme tel était déplaisant. Les participants et les participantes des provinces de l'Atlantique ont en particulier rapporté un nombre anormalement élevé d'offres d'emploi tant auprès de petites que de grandes entreprises. On était d'avis qu'il s'agissait d'une situation difficile pour les entreprises qui tentent de se remettre des pertes accusées durant la pandémie, mais qui sont incapables de trouver du personnel. D'autres ont noté que plusieurs personnes se trouvent en situation de sous-emploi, incapables de trouver un poste correspondant à leurs compétences. Certains avaient l'impression que, durant la pandémie, plusieurs personnes occupant un emploi subalterne avaient reçu des prestations de PCU et qu'elles ne voulaient maintenant plus retourner à un emploi à bas salaire avec des conditions de travail déplorables.

Au cours des vagues précédentes de l'étude qualitative sur l'état de l'économie, d'autres enjeux et préoccupations étaient souvent relevés. Par exemple, les participants et les participantes de la Colombie-Britannique, en particulier, mentionnaient souvent les questions environnementales et les changements climatiques, même dans le contexte d'une discussion sur l'état de l'économie. Lors de cette vague de séances de discussion, cependant, de tels enjeux n'ont pratiquement jamais été mentionnés spontanément.

L'économie canadienne dans le contexte mondial

La plupart des gens ont reconnu que le Canada se porte relativement bien par rapport à d'autres pays, et que l'inflation se retrouve partout, qu'il ne s'agit pas d'un problème typiquement canadien. Plusieurs jugeaient en fait que le Canada se porte mieux que plusieurs autres pays, sans toutefois se trouver « en tête », étant plutôt d'avis que le pays se trouve au milieu du peloton. Certes, lorsque l'économie du Canada a été comparée à celle des pays en développement, on a reconnu que le Canada demeure l'un des pays les plus riches du monde et que notre niveau de vie est très élevé. Les participants et les participantes ayant émigré de pays plus pauvres ont souvent noté que, même si la situation économique du Canada semble mauvaise, elle n'est toutefois pas comparable aux défis auxquels font face les pays en développement.

Lorsqu'il a été question de comparer l'économie canadienne à celle de pays alliés, comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France ou l'Allemagne, ceux et celles ayant une opinion sur le sujet s'entendaient pour dire que notre situation était aussi bonne ou aussi mauvaise que celle des autres. Cependant, les gens étaient souvent tellement centrés sur leurs propres difficultés économiques, tentant de se loger et de joindre les deux bouts, qu'ils n'avaient aucune idée de la façon dont se porte l'économie canadienne par rapport à celle de ses plus proches alliés. Plusieurs avaient toutefois entendu parler dans les nouvelles de l'inflation qui était tout aussi grave, sinon pire, aux États-Unis. On a aussi fréquemment noté que l'économie canadienne est souvent touchée par la conjoncture d'autres pays et que nous faisons partie d'une économie mondiale.

Pronostic économique

Les participants et les participantes s'appuient principalement sur leur environnement immédiat pour évaluer l'état de l'économie, tirant des exemples de leur vie personnelle et de celle de leurs proches. La hausse constante du coût des biens est un important indicateur que l'économie se porte mal. Les participants et les participantes ont rarement fait mention des indicateurs macro-économiques tels que le chômage ou le PIB.

Pour la plupart, la situation économique ne changera guère au cours de la prochaine année. En effet, les groupes n'envisageaient pas l'année à venir de façon très positive et anticipaient des difficultés persistantes. Alors que certaines personnes ont noté que les prix du logement commencent à se stabiliser, d'autres étaient d'avis que cet aspect est neutralisé par la hausse des taux hypothécaires, et que le logement demeure ainsi tout aussi inabordable. On avait également l'impression que même si les prix cessaient d'augmenter à un rythme aussi alarmant, ils ne reviendraient probablement jamais aux niveaux d'il y a deux ans, l'essence faisant toutefois exception, plusieurs personnes ayant récemment observé une chute des prix. Les participants et les participantes des Prairies étaient les seuls à afficher un point de vue plus neutre et à croire que l'économie pourrait s'améliorer au cours de la prochaine année. Cette constatation pourrait s'expliquer, du moins en partie, par l'instabilité économique récente ayant entraîné la hausse du prix de certains produits de base. Par exemple, la guerre en Ukraine a eu des avantages à court terme en Saskatchewan, car elle a entraîné une hausse du prix du blé et de la potasse.

Il convient de souligner que l'état d'esprit quant à l'évolution de l'économie a grandement changé par rapport à ce qu'il était lors de l'étude menée il y a un an, à l'hiver 2022. À l'époque, même si les gens s'inquiétaient grandement de la hausse des prix et de l'instabilité dans le monde, ils portaient beaucoup plus d'attention aux répercussions de la pandémie de COVID-19 sur l'économie, et plusieurs affichaient un certain optimisme, ayant espoir qu'une fois les confinements levés et la pandémie terminée, la vie reprendrait son cours et l'économie allait s'améliorer. Aujourd'hui, un an plus tard, tout a déjà rouvert et les gens ont moins d'espoir pour l'après-pandémie. On semble d'avis que la pandémie est terminée et qu'il faut maintenant faire face aux conséquences économiques à long terme. Tout sentiment d'euphorie à la levée des confinements et restrictions s'est dissipé il y a longtemps. Il ne reste maintenant que la peur et l'appréhension quant aux perturbations continues des chaînes d'approvisionnement, à la volatilité du prix des produits de base, aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux nouveaux bouleversements que pourrait causer la guerre en Ukraine.

B. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie

Préoccupations précises liées au coût de la vie

Lorsqu'on leur a demandé des exemples de choses qu'ils avaient dernièrement plus de difficulté à se permettre, les participants et les participantes ont systématiquement mentionné la hausse du prix des produits d'épicerie et du logement. L'essence et le chauffage ont également été mentionnés, mais pas aussi souvent qu'ils l'étaient

à l'automne. On a relevé que le prix de l'essence avait commencé à baisser quelque peu ces derniers temps, bien qu'il soit toujours considéré comme élevé, et plusieurs craignaient qu'il ne connaisse une nouvelle hausse dans un avenir rapproché. Certaines personnes ont évoqué le coût des services de téléphonie cellulaire et autres télécommunications, qui est plus élevé au Canada que partout ailleurs.

Pour de nombreux participants, le taux d'inflation et leurs propres observations du prix des aliments sont devenus le principal indicateur de la situation économique. Ils lisent au sujet de la hausse de l'inflation dans les nouvelles et en subissent personnellement les conséquences à l'épicerie ou encore lorsque leurs frais d'habitation augmentent. À l'automne, de nombreuses personnes avaient exprimé leur choc en constatant la hausse subite et sans précédent du prix des denrées alimentaires, ce qui était perçu comme un phénomène nouveau. Aujourd'hui, alors que les prix élevés font partie de la réalité depuis déjà un moment, et bien que les gens continuent d'éprouver des difficultés à ce sujet et de signaler de nouvelles hausses de prix consternantes sur des articles précis, comme les œufs ou le poulet, il est évident que la hausse du prix des aliments n'est plus une nouveauté. Plusieurs personnes ont aussi évoqué à quel point il est devenu cher de manger au restaurant, même dans ceux à service rapide.

Les participants et les participantes continuent de trouver des moyens de compenser ou d'atténuer ces hausses de prix en substituant des articles ou en modifiant leurs habitudes quotidiennes. Certains ont indiqué moins utiliser leur véhicule, courir les ventes et les aubaines, changer leur alimentation en optant pour des aliments moins coûteux et reporter les achats importants. Les personnes à revenu plus élevé ont reconnu qu'elles ne connaissent pas les mêmes difficultés engendrées par la hausse du prix des articles courants, mais ont dit tout de même remarquer l'augmentation des coûts et ont démontré de la sollicitude pour les personnes à revenu plus faible.

Causes perçues de l'inflation

La plupart des gens étaient d'avis que plusieurs facteurs se trouvent à la source de l'inflation actuelle et qu'il s'agit d'un problème mondial. Ils en attribuaient le plus souvent la cause à la hausse abusive des prix et à la cupidité des entreprises, à l'augmentation du prix de l'essence, aux problèmes de chaîne d'approvisionnement amenés par la pandémie et à la guerre en Ukraine. Comme mentionné plus tôt, la plupart étaient conscients que l'inflation est un phénomène touchant plusieurs autres pays et non typiquement canadien. Lorsqu'on leur a demandé d'expliquer les causes de l'inflation actuelle, plusieurs personnes ont noté les problèmes de chaîne d'approvisionnement et la pénurie de biens après la pandémie, ainsi que la façon dont les mesures mises en place durant la pandémie, comme les confinements, ont réduit l'offre de nombreux biens. Il convient de souligner qu'il y a eu beaucoup plus de discussions spontanées sur la cupidité des entreprises et la hausse abusive des prix comme causes de l'inflation que par le passé. Il est apparu clairement que de nombreuses personnes étaient au courant des actualités sur les profits élevés des chaînes d'alimentation.

En général, les gens n'avaient pas tendance à considérer que le contexte de forte inflation actuel est directement causé par les politiques du gouvernement fédéral. Si, dans les vagues précédentes de l'étude, on a parfois évoqué l'idée que l'inflation est attribuable aux dépenses excessives du gouvernement pendant et après la pandémie de COVID-19, cette impression n'a pas été relevée aussi souvent au cours de cette vague. Cela dit, certains participants avaient l'impression que le gouvernement fédéral pourrait prendre certaines mesures pour atténuer les effets de l'inflation, suggérant généralement une réduction des taxes et d'impôts, en particulier la taxe de vente ou la taxe sur le carbone. Quelques personnes ont également mentionné la possibilité de réglementer le prix des produits essentiels, comme les aliments et le chauffage, ou la prise de mesures pour contrer les hausses abusives.

Taux d'intérêt

On savait en général que les taux d'intérêt sont fixés par la Banque du Canada et que, dans le passé, on a toujours augmenté les taux pour contrer l'inflation. Cependant, plusieurs personnes se montraient incertaines quant au fonctionnement d'une telle mesure et comprenaient souvent mal la façon dont des taux plus élevés, une mesure considérée comme entraînant l'augmentation des dépenses quotidiennes de la population, pourraient également réduire l'inflation et rendre la vie plus abordable. Quelques participants à revenu plus élevé se sont dits convaincus que la Banque du Canada est dirigée par des experts qui savent ce qu'ils font en fixant les taux d'intérêt. D'autres se sont demandé comment des taux d'intérêt plus élevés au Canada pouvaient réduire l'inflation, laquelle est largement influencée par le prix des produits de base mondiaux.

Dans les groupes à revenu plus élevé, plusieurs personnes détenant un prêt hypothécaire dont le renouvellement approche ont exprimé leurs inquiétudes quant à la nécessité de renouveler leur prêt à un taux beaucoup plus élevé susceptible de rendre les paiements inabordable. Les participants et les participantes à plus faible revenu étaient souvent moins touchés personnellement par la hausse des taux, puisque plusieurs d'entre eux n'étaient pas propriétaires et n'avaient donc pas d'hypothèque à rembourser. Cependant, certains ont mentionné devoir payer des intérêts plus élevés sur leur carte de crédit et d'autres formes de dette et quelques personnes ont reconnu l'effet d'entraînement que pourraient avoir des taux d'intérêt élevés sur d'autres dépenses courantes.

C. Mesures pour rendre la vie plus abordable

La plupart des participants et des participantes étaient d'avis que le gouvernement fédéral ne pouvait pas faire grand-chose pour réduire le taux d'inflation, puisque celui-ci dépend de nombreux facteurs à l'extérieur du Canada. Par conséquent, on ne s'attendait pas vraiment à ce que le gouvernement puisse réellement rendre la vie plus abordable. Certaines personnes estimaient cependant que le gouvernement pourrait prendre des mesures pour atténuer l'incidence de l'inflation sur la population canadienne. On a le plus souvent suggéré de réduire les taxes et les impôts, en particulier la taxe sur le carbone, qui était considérée comme un moyen de contrôler les coûts de l'essence et du chauffage. Comme de nombreux participants étaient de plus en plus persuadés que l'inflation est causée par les hausses abusives de prix et la recherche du profit par les détaillants, on a également suggéré que le gouvernement enquête sur ces pratiques dans les épiceries et qu'il mette potentiellement en place des mesures pour réglementer le prix des produits essentiels. Quelques personnes étaient aussi d'avis que la réduction des taux d'intérêt pourrait contribuer à atténuer les conséquences de l'inflation sur les gens.

Lorsqu'on leur a demandé ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiens et les Canadiennes, la plupart des gens ont été incapables de nommer des mesures précises. Certaines personnes ont formulé des idées comme les crédits d'impôt et l'augmentation du salaire minimum de façon à suivre le taux d'inflation. D'autres ont également suggéré de verser des prestations aux familles à faible revenu ou de mettre en œuvre un revenu de base universel. Quelques participants ont aussi mentionné des mesures telles que les services de garde abordables, ou encore l'élargissement de la couverture des soins de santé de façon à inclure les soins dentaires ou les médicaments. En outre, compte tenu de la hausse des coûts du logement, certaines personnes ont suggéré la mise en place de mesures de contrôle des loyers à l'échelon fédéral. En Colombie-Britannique, on a relevé que plusieurs programmes d'aide offerts par le gouvernement s'adressent aux personnes à faible revenu, mais que les seuils utilisés pour définir un faible revenu sont désuets, faisant en sorte que de nombreuses personnes n'y sont pas admissibles.

D. Préoccupations en matière de soins de santé

Principales préoccupations en matière de soins de santé

L'état du système de santé était manifestement une préoccupation majeure pour les participants et les participantes, et ce, dans toutes les régions et tous les niveaux de revenu. Les gens ont exprimé leur inquiétude au sujet des soins de santé dans leur province et jugeaient qu'il fallait faire quelque chose. Il était évident que les préoccupations à ce sujet ont été alimentées à la fois par les expériences personnelles vécues ces derniers temps, mais aussi par les récentes nouvelles rapportées par les médias portant sur les crises que connaît le système de santé. La pandémie a de toute évidence attiré l'attention sur le système de santé et mis en lumière plusieurs de ses faiblesses et lacunes. Et alors que la pandémie commence à être endiguée et qu'elle ne représente plus une urgence immédiate pour le système de santé, les conséquences à long terme se manifestent sous la forme de pénurie de personnel et de retards dans les interventions médicales.

Lorsqu'on a demandé aux participants et aux participantes ce qui les préoccupe le plus à propos du système de santé, les réponses étaient très semblables à l'échelle du pays. Le manque de médecins de famille est ce qui est revenu le plus souvent. Encore et encore, les gens ont raconté à quel point il est maintenant extrêmement difficile de trouver un médecin de famille dans leur communauté. Plusieurs ont également évoqué la difficulté de consulter un spécialiste. De nombreuses personnes ont mentionné la pénurie de personnel infirmier et d'autres travailleurs de la santé, en attribuant en partie la faute au surmenage durant la pandémie, de même qu'aux bas salaires et aux obstacles inutiles qui empêchent les professionnels de la santé formés à l'étranger de travailler au Canada, ce qui pourrait atténuer le problème. Plusieurs personnes se sont aussi dites inquiètes de la pénurie de lits et des délais d'attente pour de nombreuses interventions médicales, mentionnant que certains doivent souvent attendre des années pour subir une arthroplastie de la hanche ou du genou. Le fait qu'il soit souvent nécessaire d'attendre des heures, parfois même des jours, pour se faire traiter aux urgences a aussi été relevé à plusieurs reprises, un problème souvent perçu comme étant attribuable à la pénurie de personnel. Certaines personnes ont relevé le sous-financement systématique des soins de santé comme étant une cause majeure du problème. D'autres ont mentionné que de nombreux travailleurs de la santé ont dû prendre de longs congés en raison de leurs propres problèmes de santé à la suite de la pandémie, et qu'il y a maintenant d'énormes retards à rattraper dans les interventions médicales.

Plusieurs participants, en particulier en Colombie-Britannique, ont dit s'inquiéter précisément du manque d'accès à des services de santé mentale. De plus en plus de jeunes présentent des problèmes de santé mentale, ce qui vient accentuer les problèmes croissants de toxicomanie et de dépendance.

Le rôle du gouvernement fédéral dans les soins de santé

Les participants et les participantes ont largement convenu que les provinces devraient être responsables de leur propre système de santé. Tous et toutes s'entendaient pour dire que les provinces sont mieux à même de connaître leur propre situation et leurs propres besoins, et que c'est donc à elles que devrait revenir l'établissement des priorités en matière de soins de santé. La plupart des gens comprennent que ce sont les provinces qui fournissent réellement les services de santé et que le rôle du gouvernement fédéral consiste en grande partie à distribuer des fonds et à établir certaines normes nationales. Par conséquent, la plupart des mesures nécessaires pour régler les problèmes du système de santé devront être prises à l'échelon provincial. Pour la majorité, il est important que le gouvernement fédéral maintienne certaines normes et certains seuils minimums de rendement compte tenu des vastes écarts dans les soins de santé à l'échelle du pays. Tous et toutes s'entendaient pour dire que si le gouvernement fédéral devait accroître le financement destiné aux soins

de santé qu'il verse aux provinces, il devrait alors avoir son mot à dire sur l'utilisation des fonds. Dans les groupes du Québec, les gens se sont montrés plus sensibles à une éventuelle interférence du gouvernement fédéral dans les soins de santé, qui relèvent du provincial. Pourtant, la plupart étaient tout de même ouverts à l'idée que le gouvernement fédéral puisse fixer certaines normes ou conditions en contrepartie de l'augmentation du financement octroyé. Lorsque des exemples précis ont été suggérés, comme l'affectation d'une certaine somme à la santé mentale, la plupart des participants se sont montrés plutôt favorables. Les soins et les ressources en santé mentale étaient une priorité évidente en Colombie-Britannique.

On a également noté que le problème le plus important du système de santé concerne les effectifs. Il y a une pénurie de toutes les catégories de travailleurs de la santé, des médecins aux ambulanciers, et on a souvent suggéré que, puisque le gouvernement fédéral est responsable de l'immigration et du contrôle des frontières, il pourrait prendre l'initiative de faciliter l'immigration d'un plus grand nombre de travailleurs de la santé au Canada et de reconnaître leurs titres de compétence. Certaines personnes étaient aussi d'avis que le gouvernement fédéral pourrait prendre les devants en instaurant des politiques plus uniformes en matière de certification des médecins pour permettre à ceux-ci de travailler dans toutes les provinces. De nombreux participants et participantes avaient récemment entendu parler des pressions exercées par les gouvernements provinciaux sur Ottawa afin d'augmenter les transferts en santé. Certains avaient aussi l'impression que les provinces ne gèrent pas toujours leurs dépenses en santé de façon efficace, et donc que le gouvernement fédéral devrait exiger une certaine reddition de comptes.

Prestation de soins de santé par le secteur privé

Peu de gens étaient au courant des annonces provinciales concernant la privatisation de certaines interventions médicales, comme il a récemment été dévoilé en Ontario. Même dans les groupes de l'Ontario, les gens n'avaient qu'une vague idée de ce qui avait été annoncé. Pour la plupart, la notion de « privatisation » est intimement liée au fait pour les particuliers d'avoir à payer eux-mêmes les interventions et services médicaux qui sont actuellement couverts par le gouvernement. On ne comprenait pas toujours bien comment il pouvait être question de privatisation si les patients n'auraient tout de même pas à payer eux-mêmes les services fournis par des entreprises privées. Les opinions divergeaient quant à ce qui est considéré comme une privatisation réelle des soins de santé, par exemple des cas où les gens peuvent payer pour passer devant les autres et subir des interventions chirurgicales plus rapidement. Certaines personnes s'y sont opposées, affirmant que cela viendrait créer un système à deux niveaux où les riches seraient en mesure de payer pour contourner les délais d'attente. D'autres estimaient qu'il était parfaitement acceptable pour les gens qui en ont les moyens de payer pour obtenir un service plus rapide. On admettait aussi que la situation des délais d'attente devenait si grave qu'il était compréhensible que certaines personnes soient désespérées au point de payer de larges sommes pour subir une intervention dont elles ont besoin. En général, les personnes à revenu plus élevé se sont montrées plus favorables à ce concept.

Les opinions étaient partagées quant à savoir si le recours au secteur privé pour certaines interventions médicales permettrait réellement d'améliorer le système. Certains étaient d'avis que cela pourrait réduire la pression exercée sur le système public alors qu'un plus grand nombre de personnes se font soigner dans le secteur privé. D'autres, toutefois, en doutaient, jugeant que la privatisation risque d'éloigner les praticiens du système public, exacerbant davantage les problèmes actuels. On a relevé que le plus grand défi pour les systèmes de santé au Canada est la pénurie de personnel qualifié, et on ne savait trop en quoi le fait d'avoir plus de fournisseurs privés résoudrait ce problème. Les gens s'inquiétaient avant tout de la question de l'équité, et plusieurs ont convenu que tant que les normes de soins demeurent les mêmes pour les fournisseurs publics et privés et que tous les services restent sans frais, la privatisation de certaines interventions médicales pourrait

alléger le fardeau exercé sur le système actuel, ou qu'il s'agissait à tout le moins d'une avenue méritant d'être explorée. Les objections au concept d'une plus grande participation du secteur privé dans la prestation des soins de santé avaient tendance à être plus fortes en Colombie-Britannique, de même que chez certains participants à faible revenu, qui se sont demandés s'il pouvait s'agir d'une pente glissante vers une privatisation plus généralisée et une hausse des coûts déléstés aux particuliers.

Aucun consensus ne s'est dégagé quant à savoir comment le gouvernement du Canada devrait réagir ou intervenir dans le cadre de ces initiatives. Certains ont suggéré que le fédéral pourrait avoir comme rôle de réglementer les provinces qui commencent à privatiser la prestation des soins de santé et de s'assurer que personne n'est tenu de payer de sa poche des interventions médicales nécessaires. La plupart, toutefois, ignoraient comment – ou si – le gouvernement fédéral doit répondre à ces mesures de privatisation.

E. Logement

Principales préoccupations

La pénurie de logements abordables était une préoccupation majeure chez les participants et les participantes de toutes les régions. Le niveau d'inquiétude était particulièrement élevé en Colombie-Britannique, où le prix des logements est très élevé et préoccupe les gens depuis de nombreuses années. La question du logement était considérée comme moins importante dans les Prairies, où on avait l'impression que les prix commençaient à se stabiliser après les sommets atteints l'an dernier.

Les préoccupations précises relevées en matière de logement variaient beaucoup entre les propriétaires et les locataires. En effet, les propriétaires avaient tendance à s'inquiéter davantage de la hausse des taux d'intérêt le temps venu de renouveler leur hypothèque et de leur capacité à continuer de couvrir les frais de réparations majeures et d'entretien. Chez les personnes qui avaient remboursé la totalité de leur hypothèque et avaient donc moins de préoccupations personnelles en matière de logement, plusieurs s'inquiétaient des générations futures, dont leurs propres enfants, se demandant si les jeunes pourraient un jour accéder à la propriété. Certains propriétaires se sont aussi demandé où ils pourraient vivre à leur retraite. Les locataires, quant à eux, avaient tendance à s'inquiéter davantage de leur loyer actuel, de la possibilité d'être victimes de « rénovictions » et de leur incapacité à accéder à la propriété, affirmant avoir l'impression d'être constamment abattus par la hausse des taux d'intérêt et du prix du logement. Les locataires étaient aussi préoccupés par le coût des loyers en général et l'absence de plafond, et craignaient de perdre leur logement avant d'être en mesure d'acheter une maison. Plusieurs étaient d'avis que de nombreuses personnes se trouvent en difficulté en matière de logement. On avait l'impression qu'il y avait un système à deux niveaux entre les propriétaires et les locataires, et ces derniers se sentaient impuissants.

Mesures gouvernementales

Peu de gens étaient au courant de mesures mises en place par le gouvernement fédéral pour faciliter l'accès au logement, bien que quelques personnes aient entendu parler de restrictions en matière de propriété étrangère et de crédits d'impôt destinés aux acheteurs d'une première propriété. Certains ont avancé que le gouvernement fédéral pourrait construire plus de logements, offrir des incitatifs aux constructeurs d'habitations, augmenter le plafond de cotisation au compte d'épargne libre d'impôt et mettre en place des programmes d'aide à l'intention de la classe moyenne. Quelques personnes ont aussi jugé nécessaire de créer davantage de coopératives d'habitation et de logements sociaux dont le loyer est déterminé en fonction du revenu. On a aussi mentionné que la crise du logement qui sévit au Canada est avant tout causée par la

spéculation immobilière des investisseurs mondiaux, qui fait augmenter les prix. Les gens se demandaient si le gouvernement fédéral pouvait faire quoi que ce soit pour y remédier.

F. Les priorités budgétaires

On a dit aux participants et participantes que le gouvernement fédéral annoncerait bientôt son budget, en leur demandant ce qu'ils aimeraient le plus voir privilégier. La réponse qui est revenue le plus souvent, et ce, dans chacune des séances, était les investissements en santé. Comme il a été mentionné précédemment, les soins de santé sont récemment devenus une préoccupation majeure pour les Canadiens et les Canadiennes et, par conséquent, ceux-ci aimeraient que cela soit reflété dans le budget, lequel est considéré comme un énoncé des priorités du gouvernement. Pour illustrer la façon dont les soins de santé pourraient être privilégiés dans le budget, on a donné plusieurs exemples, comme l'augmentation des transferts aux provinces, l'investissement dans les soins dentaires et l'assurance-médicaments, la création de programmes de santé mentale, les mesures visant à faciliter la venue des travailleurs de la santé au Canada et à faire reconnaître leurs titres de compétence, l'offre d'un plus grand nombre de soins de santé en ligne et de façon virtuelle et de soins à domicile pour les personnes âgées, des mesures visant à réduire les délais d'attente, des services d'aide aux personnes toxicomanes pour faire face à la crise des opioïdes et des investissements dans la construction d'hôpitaux et de cliniques. Même si la plupart des gens étaient conscients que les soins de santé relèvent du provincial, ils espéraient tout de même voir le gouvernement fédéral agir pour montrer qu'il prend cet enjeu au sérieux.

Les participants et les participantes ont également mentionné plusieurs autres enjeux qu'ils aimeraient voir aborder en priorité dans le budget. Puisque le logement abordable constituait une préoccupation majeure, certains ont dit vouloir voir plus d'investissements à ce sujet et plus de mesures visant à limiter la spéculation immobilière comme possibles priorités budgétaires. D'autres ont cité une variété de mesures comme la réduction du prix de l'essence et du chauffage en diminuant la taxe sur le carbone, la mise en place de mesures de soutien supplémentaires pour les familles à faible revenu, la gratuité ou l'abaissement des coûts de l'éducation postsecondaire et l'exonération du remboursement des prêts étudiants. Certaines personnes ont aussi dit vouloir davantage d'investissements dans les industries durables et l'énergie verte et que l'on cherche des moyens d'atténuer les répercussions des changements climatiques. Quelques participants ont dit qu'il fallait davantage de logements et de services pour tous les immigrants qui arrivent au Canada chaque année. Les enjeux fiscaux, comme la réduction du déficit et la diminution des dépenses, n'ont été mentionnés qu'à l'occasion comme priorités budgétaires souhaitées.

II. Constatations détaillées – phase quantitative

A. Évaluation de l'économie

L'état actuel de l'économie canadienne

Plus de quatre Canadiens et Canadiennes sur dix perçoivent l'état actuel de l'économie nationale de façon négative. Deux personnes sur dix demeurent positives.

Plusieurs questions ont été posées au sujet du bien-être économique actuel. Les personnes interrogées devaient répondre à ces questions à l'aide d'une échelle allant de 1 (désastreux) à 10 (excellent) pour chacun des facteurs présentés.

Au moment d'évaluer l'état actuel de l'économie canadienne, deux répondants et répondantes sur dix (21 %, un résultat stable depuis l'automne 2022) le qualifient de « bon » (notes de 7 à 10), le tiers (33 %) se montrent neutres (notes de 5 ou 6) et plus de quatre personnes sur dix (44 %) sont d'avis que l'économie se porte mal (notes de 1 à 4). Le pourcentage d'opinions négatives est semblable à celui observé à l'automne 2022, mais supérieur à celui de l'hiver 2022.

État actuel de l'économie

Q1a Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent. L'état actuel de l'économie canadienne	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 et 6)	Perception négative (1 à 4)	Je ne sais pas
Hiver 2023 (n = 2 106)	21 %	33 %	44 %	3 %
Automne 2022 (n = 2 106)	21 %	34 %	43 %	1 %
Févr./mars 2022 (n = 2 007)	27 %	34 %	38 %	1 %

Le fait de percevoir positivement l'état de l'économie nationale (notes de 7 à 10) est partagé par une minorité à l'échelle du pays et dans tous les sous-groupes. Les groupes les plus pessimistes (notes de 1 à 4) sont les suivants :

- Les résidents de l'Alberta (57 %, contre 33 % à 52 % ailleurs au pays).
- Les femmes (49 %, contre 38 % des hommes).
- Les personnes détenant un diplôme d'études secondaires ou moins (55 %).
- Les personnes qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière (72 %, contre 48 % chez celles dont la situation est passable et 27 % chez celles dont elle est bonne).
- Les personnes autochtones (58 %), racisées (50 %) et en situation de handicap (53 %).

L'état actuel de l'économie provinciale

Déjà faible, le pourcentage de perceptions positives des économies provinciales a chuté encore davantage dans les Prairies et en Alberta. Les personnes résidant dans les provinces de l'Atlantique et en Ontario demeurent les plus pessimistes.

Dans toutes les régions, une minorité de Canadiens et de Canadiennes perçoivent de façon positive l'état de leur économie provinciale (lui attribuant une note de 7 à 10 sur une échelle de 10 points). Une majorité relative dans la plupart des régions fournit une évaluation négative et, dans tous les cas sauf en Colombie-Britannique, le pourcentage d'opinions négatives a augmenté depuis l'automne 2022. Dans la région de l'Atlantique, une majorité de près de six personnes sur dix (58 %, en hausse par rapport aux 52 % de la vague précédente) a une opinion négative, tandis que c'est le cas de la moitié (50 %) des Ontariens et des Ontariennes. Le pourcentage de perceptions négatives a augmenté tout particulièrement en Alberta (passant de 38 % à 48 %). Le Québec demeure la province la plus divisée entre les impressions neutres (33 %) et négatives (37 %).

État actuel de l'économie provinciale

Q1b Comment évaluez-vous l'état actuel de l'économie du/de/de la/de l'[PROVINCE]? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 et 6)	Perception négative (1 à 4)	Perception négative – Automne 2022
Atlantique (n = 203)	12 %	27 %	58 %	52 %
Québec (n = 419)	27 %	33 %	37 %	30 %
Ontario (n = 624)	13 %	33 %	50 %	46 %
Manitoba/Saskatchewan (n = 238)	11 %	39 %	46 %	42 %
Alberta (n = 286)	18 %	31 %	48 %	38 %
Colombie-Britannique (n = 333)	16 %	38 %	43 %	45 %

Le pourcentage d'évaluations *négatives* de l'économie provinciale est plus élevé dans les groupes suivant :

- Les femmes (53 %, contre 39 % des hommes).
- Les locataires (51 %, contre 45 % chez les propriétaires).
- Les personnes qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière (75 %, contre 51 % chez celles dont la situation est passable et 29 % chez celles dont elle est bonne).
- Les personnes qui croient que l'économie canadienne se porte mal (82 %, contre 26 % chez celles qui croient qu'elle est passable et 10 % chez celles qui la jugent bonne).
- Les personnes autochtones (61 %), racisées (53 %) et en situation de handicap (54 %).

Le prix actuel des produits d'épicerie

Un peu plus de huit personnes sur dix perçoivent négativement le prix actuel des produits d'épicerie, un résultat légèrement en hausse par rapport à l'automne 2022.

Au cours de cette vague, un peu plus de huit personnes sur dix (83 %) perçoivent négativement le prix actuel des produits d'épicerie, un résultat en hausse de quatre points de pourcentage par rapport à l'automne 2022. Quatre pour cent de la population affiche une opinion positive dans une certaine mesure, tandis qu'un peu plus d'une personne sur dix (13 %) se dit neutre.

Le prix actuel des produits d'épicerie

Q1d Comment évaluez-vous le prix actuel des produits d'épicerie? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 et 6)	Perception négative (1 à 4)	Je ne sais pas
Hiver 2023 (n = 2 106)	4 %	13 %	83 %	1 %
Automne 2022 (n = 2 106)	6 %	14 %	79 %	1 %
Févr./mars 2022 (n = 2 007)	14 %	17 %	69 %	1 %

Comme dans les vagues précédentes, une majorité à l'échelle du pays ainsi que dans tous les sous-groupes évalue de façon négative le prix des produits d'épicerie. Les groupes suivants sont plus susceptibles de donner une évaluation négative :

- Les femmes (86 %, contre 79 % des hommes).
- Les propriétaires (83 %) et les locataires (84 %, contre 75 % chez ceux dans d'autres situations).
- Les personnes qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière (95 %, contre 85 % chez celles dont la situation est passable et 76 % chez celles dont elle est bonne).
- Les personnes qui croient que l'économie canadienne se porte mal (96 %, contre 80 % chez celles qui croient qu'elle est passable et 64 % chez celles qui la jugent bonne).

Le prix actuel de l'essence, des services publics et de l'assurance automobile

Sept personnes sur dix perçoivent négativement le prix actuel de l'essence, ce qui correspond à une légère baisse depuis l'automne 2022. Un peu plus de six personnes sur dix ont encore une opinion négative du coût des services publics, tandis que plus de la moitié des gens évaluent négativement le coût de l'assurance automobile.

Sept Canadiens et Canadiennes sur dix (71 %, un résultat légèrement inférieur aux 77 % de l'automne 2022) ont une opinion négative du prix actuel de l'essence, ce qui cadre avec la légère baisse du prix à la pompe. Un peu plus de six personnes sur dix (62 %, une modeste augmentation par rapport aux 58 % de la vague précédente) donnent une évaluation négative au coût des services publics.

Questionnés pour la première fois à ce sujet lors de la présente vague, plus de la moitié des répondants (54 %) indiquent avoir une impression négative du coût actuel de l'assurance automobile.

Seuls de faibles pourcentages se montrent positifs à l'égard de ces indicateurs économiques.

Prix actuel de l'essence, des services publics et de l'assurance automobile

Q1e, f, i Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 et 6)	Perception négative (1 à 4)	Je ne sais pas	Perception négative – Automne 2022
Le coût actuel de l'assurance automobile	11 %	26 %	54 %	8 %	s.o.
Le coût actuel des services publics (p. ex., chauffage/électricité résidentiels)	10 %	24 %	62 %	3 %	58 %
Le prix actuel de l'essence	6 %	19 %	71 %	4 %	77 %

Pour ces trois indicateurs, le pourcentage d'évaluations négatives est plus élevé dans la région de l'Atlantique et plus faible au Québec (bien que les Albertains soient ceux qui perçoivent le plus négativement le coût de l'assurance automobile, à 68 %). Le pourcentage d'opinions négatives pour ces trois indicateurs est aussi plus élevé chez les personnes âgées de 35 ans et plus et celles ayant poursuivi des études secondaires ou moins. Comme pour d'autres mesures, les personnes qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière et celles qui croient que l'économie canadienne se porte mal sont plus susceptibles de présenter une opinion négative à ce sujet. Les perceptions négatives de ces indicateurs sont également plus répandues chez les personnes racisées et les personnes en situation de handicap. Les Autochtones sont ceux qui perçoivent le plus négativement le prix de l'essence (81 %) et des services publics (80 %); cependant, en ce qui a trait à l'assurance automobile, ils sont tout aussi négatifs (57 %) que les personnes n'appartenant pas à un groupe en quête d'équité (54 %).

Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de percevoir négativement le prix actuel de l'essence (75 % contre 68 %) et des services publics (66 % contre 58 %), mais les membres des deux genres ont des opinions semblables du coût de l'assurance automobile (52 % des hommes et 56 % des femmes évaluent cet indicateur négativement).

Principale source de préoccupation économique

L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie demeurent, de loin, les plus grandes préoccupations économiques, suivis du logement abordable.

Les Canadiens et les Canadiennes se sont vu présenter une liste de 12 enjeux, puis devaient sélectionner celui qui les préoccupe *le plus* (ils pouvaient aussi écrire une préoccupation ne figurant pas dans la liste). Comme à l'automne 2022, l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie sont, de loin, les plus grandes sources de préoccupation (44 %, un pourcentage comparable aux 43 % précédents). Le logement abordable occupe toujours la deuxième place, mais loin derrière, choisi par un peu plus d'une personne sur dix (13 %, un pourcentage inchangé). Une personne sur dix (9 %) estime que la hausse des taux d'intérêt constitue le facteur économique le plus préoccupant. Moins d'une personne sur dix trouve chacun des autres enjeux les plus préoccupants.

Enjeux économiques les plus préoccupants

Q8. Lorsque vous pensez à l'économie canadienne, quel enjeu vous préoccupe le plus? (Févr./mars : outre la pandémie...) * = enjeux montrés aux répondants	Hiver 2023 (n = 2 106)	Automne 2022 (n = 2 106)	Févr./mars (n = 2 007)
L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie*	44 %	43 %	31 %
Le caractère abordable du logement* (févr./mars : Le logement)	13 %	13 %	8 %
La hausse des taux d'intérêt*	9 %	7 %	s.o.
La retraite*	6 %	4 %	s.o.
Les taxes et les impôts*	6 %	7 %	2 %
Le déficit et la dette nationale*	4 %	5 %	5 %
La pénurie de main-d'œuvre*	3 %	5 %	s.o.
La transition vers une économie neutre en carbone*	3 %	2 %	s.o.
Les chaînes d'approvisionnement*	2 %	3 %	s.o.
Le chômage et l'emploi*	2 %	2 %	4 %
Le ralentissement économique*	2 %	3 %	s.o.
La compétitivité des entreprises*	<1 %	1 %	s.o.
Autres réponses (chacune donnée par 1 % ou moins des répondants)	1 %	14 %	14 %
Aucune réponse	3 %	9 %	9 %

Comme c'était le cas à l'automne, les résultats sont généralement semblables dans l'ensemble du pays et au sein de la plupart des sous-groupes, mais quelques différences méritent d'être soulignées.

L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie est la réponse la plus populaire au sein des groupes suivants :

- Les femmes (48 %, contre 39 % des hommes).
- Les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 150 000 \$ (46 %, contre 36 % chez celles dont le ménage gagne un revenu d'au moins 150 000 \$).

- Les personnes qui n'ont pas l'intention d'acheter une maison au cours de l'année à venir (46 %, contre 34 %).
- Les personnes qui croient que l'économie canadienne se porte mal (48 %, contre 43 % chez celles qui croient qu'elle est passable et 37 % chez celles qui la jugent bonne).

Le caractère abordable du logement est plus souvent choisi au sein des groupes suivants :

- Les résidents de la Colombie-Britannique et du Yukon (20 %) et ceux de l'Ontario (17 %).
- Les personnes âgées de 18 à 34 ans (20 %, contre 11 % chez les 35 à 54 ans et 9 % chez les 55 ans et plus).
- Les résidents des grands centres urbains (15 %) et des centres urbains (15 %), comparativement à ceux des petites municipalités (9 %) et des régions rurales (6 %).
- Les locataires (29 %) et ceux dans une autre situation (22 %), comparativement à 6 % chez les propriétaires.
- Les personnes qui ont l'intention d'acheter une maison au cours de l'année à venir (22 %, contre 10 %).
- Les personnes qui se trouvent personnellement dans une situation financière mauvaise (17 %) ou passable (14 %, contre 9 % chez celles dont elle est bonne).
- Les nouveaux immigrants (28 %, contre 10 % à 17 % au sein des autres groupes).

B. Mesures gouvernementales

Durée de l'inflation actuelle au Canada

Comme à l'automne 2022, un peu moins de deux personnes sur dix pensent que l'inflation sera maîtrisée d'ici un an, tandis qu'environ le tiers des répondants estiment qu'il faudra un an ou deux. Trois répondants sur dix croient quant à eux que l'inflation sera maîtrisée dans plus de deux ans ou qu'elle ne le sera jamais.

Une majorité relative de 36 % des Canadiens et Canadiennes croit qu'il faudra un ou deux ans pour que la période actuelle de forte inflation soit maîtrisée. Un peu moins de deux personnes sur dix (17 %) sont d'avis qu'il faudra un an ou moins, tandis que le quart (23 %) des répondants estiment qu'il faudra plus de deux ans et 7 % sont d'avis que la situation est permanente. Enfin, un répondant sur six ne s'est pas prononcé sur la question. Ces résultats sont comparables à ceux de l'automne 2022.

Durée de l'inflation au Canada

Q10 Quand pensez-vous que la période actuelle de forte inflation au Canada sera maîtrisée? Est-ce que ce sera...?	Hiver 2023 (n = 2 106)	Automne 2022 (n = 2 106)
Au cours des six prochains mois	2 %	3 %
Dans six mois à un an	15 %	16 %
Dans un ou deux ans	36 %	37 %
Dans plus de deux ans	23 %	23 %
Jamais	7 %	6 %
Je ne sais pas	16 %	15 %

Les résultats sont généralement semblables entre les sous-groupes, avec quelques différences notables :

- Les résidents des provinces de l'Atlantique sont les plus susceptibles de dire que l'inflation ne sera jamais maîtrisée (12 %).
- Les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'indiquer qu'elles ignorent dans combien de temps l'inflation sera maîtrisée (20 % contre 12 %); les hommes sont quant à eux plus nombreux que les femmes à dire qu'elle sera maîtrisée dans un an ou deux (40 % contre 34 %).
- Aucune tendance nette ne se dégage en fonction de l'âge pour cette vague, bien que les Canadiens et les Canadiennes plus jeunes soient toujours les plus susceptibles de ne pas pouvoir fournir de réponse (19 % chez les 18 à 34 ans, contre 13 % chez les 55 ans et plus).
- Les personnes dont le revenu du ménage est de 150 000 \$ ou plus (44 %) sont plus nombreuses à croire que l'inflation sera maîtrisée dans un an ou deux; celles qui gagnent moins de 40 000 \$, quant à elles, tendent davantage à penser que l'inflation ne sera jamais maîtrisée (14 %) ou à ne pas savoir quoi répondre (26 %).
- Les personnes ayant poursuivi des études secondaires ou moins (14 %) sont plus enclines à croire que l'inflation ne sera jamais maîtrisée ou à ne pas savoir quoi répondre (23 %).

- Les Canadiens et les Canadiennes qui jouissent personnellement d'une bonne situation financière ou qui croient que l'économie canadienne se porte bien demeurent plus optimistes quant au temps nécessaire pour maîtriser l'inflation. Ceux qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière sont les plus susceptibles de penser qu'il faudra plus de deux ans (28 %) ou que l'inflation ne sera jamais maîtrisée (15 %).

Les politiques gouvernementales comme cause de l'inflation

Les Canadiens et les Canadiennes sont plus susceptibles de croire que le taux d'inflation est attribuable à des facteurs mondiaux qu'aux politiques fédérales, mais le quart de la population estime que ces deux instances y contribuent.

Une majorité relative au sein de la population (38 %) comprend dans une certaine mesure que le taux d'inflation est attribuable à des facteurs mondiaux; un peu plus de deux personnes sur dix (22 %) pensent qu'il est plutôt causé par les politiques du gouvernement fédéral. Le quart (25 %) de la population est d'avis que les facteurs mondiaux comme les politiques du gouvernement fédéral y contribuent. Une personne sur six (15 %) n'a quant à elle aucune opinion sur la question.

Les politiques gouvernementales comme cause de l'inflation

Q9 Voici deux énoncés portant sur l'inflation au Canada. Lequel de ces points de vue correspond le plus au vôtre?		Hiver 2022 (n = 2 106)
Le taux d'inflation est attribuable aux politiques du gouvernement fédéral	Net :	22 %
	Tout à fait	11 %
	Plutôt	11 %
Les deux également		25 %
Le taux d'inflation est attribuable à des facteurs mondiaux	Net :	38 %
	Plutôt	22 %
	Tout à fait	16 %
Je ne sais pas		15 %

À l'automne 2022, une question semblable a été posée, à savoir si les politiques du gouvernement fédéral ont une très grande influence sur le taux d'inflation ou si celui-ci est principalement déterminé par les conditions mondiales. Toutefois, étant donné la nature du changement de formulation (*cause* plutôt qu'*influence*) et l'ajout de l'option « les deux également » à l'hiver 2023, il est impossible de comparer les résultats.

Une majorité relative dans la plus grande partie du pays et dans presque tous les sous-groupes est fortement ou plutôt convaincue que le taux d'inflation est attribuable à des facteurs mondiaux. L'opinion selon laquelle il est attribuable aux politiques du gouvernement fédéral est partagée par une minorité, bien qu'elle soit un peu plus répandue au sein des groupes suivants :

- Les résidents de la Saskatchewan (40 %) et de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest (31 %, contre 15 à 26 % dans le reste du pays).

- Les personnes détenant un diplôme d'études secondaires ou moins (31 %, contre 20 % à 23 % chez celles dont le niveau de scolarité est plus élevé).
- Les personnes qui ont l'intention d'acheter une maison au cours de l'année à venir (29 %, contre 21 % chez celles dont ce n'est pas le cas).
- Les personnes qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière (34 %, contre 19 % chez celles dont la situation est passable ou bonne).
- Les personnes qui estiment que l'économie canadienne se porte mal (34 % contre 14 % chez celles qui croient qu'elle est passable ou qu'elle se porte bien).

Contrôle du taux d'intérêt préférentiel par le gouvernement fédéral élu

La moitié des Canadiens et des Canadiennes savent que le taux d'intérêt préférentiel est contrôlé par la Banque du Canada. Près de trois personnes sur dix croient plutôt qu'il est contrôlé par le gouvernement élu, ou que celui-ci y contribue de façon égale.

Dans une nouvelle question pour l'hiver 2023, on a demandé aux Canadiens et aux Canadiennes qui, selon eux, contrôlent le taux d'intérêt préférentiel. La moitié (50 %) des répondants croient, dans une certaine mesure, que ces décisions relèvent de la Banque du Canada, et le tiers (32 %) sont fortement de cet avis. Une personne sur dix (11 %) pense à tort, dans une certaine mesure, que le taux d'intérêt préférentiel est contrôlé par le gouvernement fédéral élu, tandis qu'une personne sur six (17 %) croit que ce taux est fixé par les deux instances. Deux personnes sur dix (22 %) sont incapables de répondre.

Contrôle du taux d'intérêt préférentiel par le gouvernement fédéral élu ou la Banque du Canada

Q1R1	Voici deux énoncés portant sur les taux d'intérêt au Canada. Lequel de ces points de vue correspond le plus au vôtre?	Hiver 2022 (n = 2 106)
Le gouvernement fédéral élu contrôle le taux d'intérêt préférentiel	<i>Net :</i>	11 %
	Tout à fait	5 %
	Plutôt	6 %
Les deux également		17 %
La Banque du Canada contrôle le taux d'intérêt préférentiel	<i>Net :</i>	50 %
	Plutôt	18 %
	Tout à fait	32 %
Je ne sais pas		22 %

L'opinion selon laquelle le taux d'intérêt préférentiel est contrôlé par la Banque du Canada domine à l'échelle du pays et dans la plupart des sous-groupes. Cette notion devient plus répandue à mesure que l'âge des répondants augmente (passant de 39 % chez les 18 à 34 ans à 59 % chez les 55 ans et plus), et aussi en fonction du revenu du ménage, passant de 37 % chez ceux qui gagnent moins de 40 000 \$ à 59 % chez ceux qui gagnent 150 000 \$ ou plus. Elle est aussi plus répandue au sein des groupes suivants :

- Les résidents de la Colombie-Britannique (58 %), du Manitoba (55 %) et de l'Ontario (53 %), contre 40 % à 49 % ailleurs au pays.
- Les hommes (60 % contre 41 % des femmes); les femmes sont quant à elles plus susceptibles d'être incapables de répondre (30 % contre 14 %).
- Les titulaires d'un diplôme universitaire (55 % contre 39 % chez les personnes ayant poursuivi des études secondaires ou moins).
- Les propriétaires (54 %, comparativement à 41 % chez les locataires).
- Les personnes qui ont l'intention d'acheter une maison au cours de l'année à venir (52 %, contre 45 % chez celles dont ce n'est pas le cas).
- Les personnes qui se trouvent personnellement dans une bonne situation financière (58 %, contre 45 % chez celles dont la situation est passable ou bonne).
- Les personnes qui estiment que l'économie canadienne se porte bien (63 % contre 48 % chez celles qui croient qu'elle est passable ou qu'elle se porte mal).

Importance de certains enjeux dans les décisions budgétaires

L'amélioration du système de santé, la lutte à la hausse du coût de la vie et la maîtrise de l'inflation sont les questions essentielles dont le gouvernement du Canada doit tenir compte dans ses décisions budgétaires.

On a demandé aux Canadiens et aux Canadiennes d'évaluer dans quelle mesure il est important pour le gouvernement fédéral de tenir compte de 14 enjeux dans ses décisions budgétaires. Sont considérés comme les plus importants dans la vague de l'hiver 2023 trois enjeux qui touchent personnellement la population : l'amélioration du système de santé (87 %), la lutte à la hausse du coût de la vie (86 %) et la maîtrise de l'inflation (83 %). Environ les trois quarts des répondants considèrent aussi qu'il est important de bâtir une économie qui convient à tous (78 %), de faire en sorte que les Canadiens et les Canadiennes les plus nantis paient leur juste part (78 %) et de rendre le logement plus abordable (77 %). Environ sept personnes sur dix trouvent important de rendre les communautés plus sécuritaires (72 %), de s'attaquer aux problèmes de santé mentale (72 %) et d'aider les gens à épargner en vue de leur retraite (69 %). Environ les deux tiers jugent important chacun des quatre autres enjeux. Le seul enjeu considéré comme important par une minorité est celui ayant des répercussions à l'étranger, soit de soutenir l'Ukraine pour l'aider à se défendre contre la Russie (44 %).

Importance de certains enjeux dans les décisions budgétaires

Q7 Dans quelle mesure est-il important, selon vous, que le gouvernement du Canada tienne compte des enjeux suivants dans ses décisions budgétaires? Veuillez évaluer chaque enjeu à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela n'est pas du tout important et 10, que cela est très important.	Important (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	Pas important (1 à 4)	Je ne sais pas	Automne 2022 – important (7 à 10)
Améliorer le système de santé	87 %	8 %	3 %	2 %	87 %
S'attaquer à la hausse du coût de la vie	86 %	10 %	2 %	2 %	88 %
Maîtriser l'inflation	83 %	12 %	3 %	3 %	84 %
Bâtir une économie qui convient à tous	78 %	16 %	3 %	4 %	79 %
Faire en sorte que les Canadiens les plus nantis paient leur juste part	78 %	13 %	6 %	4 %	75 %
Rendre le logement plus abordable	77 %	15 %	5 %	3 %	77 %
Rendre les communautés plus sécuritaires	72 %	18 %	6 %	3 %	73 %
S'attaquer aux problèmes de santé mentale	72 %	19 %	6 %	3 %	74 %
Aider les Canadiens à épargner en vue de leur retraite	69 %	21 %	7 %	3 %	68 %
Maintenir le niveau d'endettement et de déficit du pays le plus bas possible	65 %	20 %	11 %	4 %	65 %
Aider les Canadiens qui se trouvent dans une situation financière difficile	64 %	23 %	10 %	3 %	s.o.
Aider les Canadiens à décrocher un bon emploi	63 %	25 %	8 %	3 %	65 %
Lutter contre les changements climatiques	63 %	18 %	17 %	3 %	65 %
Soutenir l'Ukraine pour l'aider à se défendre contre la Russie	44 %	23 %	28 %	5 %	45 %

Seules quelques différences entre les régions sont observées quant aux éléments du budget à privilégier. Les Québécois et les Québécoises sont les plus susceptibles d'indiquer qu'il est important de rendre le logement

plus abordable (82 %), de lutter contre les changements climatiques (72 %) et de soutenir l'Ukraine (50 %). La sécurité des communautés est mentionnée plus souvent au Manitoba (81 %).

Comme à l'automne 2022, le fait de trouver que la majorité de ces enjeux sont importants est un peu plus courant chez les femmes et les personnes de 55 ans et plus. Les hommes et les femmes ont des opinions semblables quant à l'importance de faire en sorte que les plus nantis paient leur juste part, de maintenir le niveau d'endettement et de déficit du pays le plus bas possible et de soutenir l'Ukraine.

Les personnes qui pensent que l'économie canadienne se porte *bien* sont les plus susceptibles de trouver qu'il est important de bâtir une économie qui convient à tous, de faire en sorte que les plus nantis paient leur juste part, de s'attaquer aux problèmes de santé mentale, de lutter contre les changements climatiques et de soutenir l'Ukraine. Les personnes qui trouvent que l'économie se porte mal sont quant à elles plus enclines à accorder la priorité à l'amélioration du système de santé, à la lutte contre la hausse du coût de la vie et à la maîtrise de l'inflation.

C. Bien-être personnel

État actuel de votre situation financière personnelle

Un peu plus de quatre personnes sur dix estiment jouir personnellement d'une bonne situation financière, ce qui marque un retour au niveau de l'hiver 2022.

À l'hiver 2023, plus de quatre Canadiens et Canadiennes sur dix (44 %, soit une baisse de 6 points de pourcentage par rapport à l'automne 2022) évaluent leur propre situation financière de façon positive (notes de 7 à 10); trois personnes sur dix (31 %) se disent neutres à cet égard tandis que le quart (24 %) juge sa situation mauvaise dans une certaine mesure.

État actuel de votre situation financière personnelle

Q1c Comment évaluez-vous l'état actuel de votre situation financière personnelle? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 et 6)	Perception négative (1 à 4)	Je ne sais pas
Hiver 2023 (n = 2 106)	44 %	31 %	24 %	2 %
Automne 2022 (n = 2 106)	50 %	30 %	20 %	1 %
Févr./mars (n = 2 007)	43 %	29 %	26 %	1 %

Le pourcentage de répondants qui jouissent personnellement d'une bonne situation varie à l'échelle du pays, passant de 33 % dans les provinces de l'Atlantique (en baisse par rapport aux 41 % de l'automne) à 52 % au Québec (60 % à l'automne). Il continue d'être lié au revenu des ménages, passant de 19 % chez les personnes qui gagnent moins de 40 000 \$ (en baisse par rapport aux 28 % de l'automne) à 60 % chez ceux qui gagnent 150 000 \$ ou plus (71 % à l'automne). Le fait de jouir personnellement d'une bonne situation financière est aussi plus répandu au sein des groupes suivants :

- Les hommes (49 %, comparativement à 39 % chez les femmes).
- Les personnes âgées de 55 ans et plus (52 %) et qui sont retraitées (63 %).

- Les titulaires d'un diplôme universitaire (48 %).
- Les propriétaires (51 %, comparativement à 27 % chez les locataires).
- Les personnes qui croient que l'économie canadienne se porte bien (74 %).

Principaux facteurs de stress financier pour les ménages canadiens

La qualité du système de santé, la capacité d'économiser suffisamment pour la retraite et la hausse des taux d'intérêt sont les trois principales sources de stress pour la population canadienne.

Les Canadiens et les Canadiennes devaient indiquer dans quelle mesure différents facteurs représentent une source de stress pour eux et leur ménage. Les sources *majeures* de stress les plus souvent mentionnées sont la qualité du système de santé (34 %), la capacité d'économiser suffisamment pour prendre sa retraite (26 %) et la hausse des taux d'intérêt (23 %). Environ deux personnes sur dix considèrent également comme d'importants facteurs de stress le recul de la classe moyenne par rapport au 1 % le plus riche (19 %) et les changements climatiques (18 %). Les pourcentages de répondants considérant chaque facteur comme une source de stress majeure sont semblables à ceux de l'automne 2022.

Ajouté pour la première fois au cours de cette vague, le coût de l'éducation est considéré comme une source majeure de stress par une personne sur dix (9 %).

Mesure dans laquelle les enjeux économiques représentent des sources de stress pour les Canadiens

Q2 Dites-moi dans quelle mesure chacun des facteurs suivants représente une source de stress pour vous et votre ménage. S'agit-il d'une source de stress majeure, modérée ou mineure, ou encore est-ce que cela ne constitue pas du tout une source de stress?	Source majeure	Source modérée	Source mineure	Pas une source de stress du tout	Ne s'applique pas/ Je ne sais pas	Automne 2022 : Source majeure
La qualité du système de santé	34 %	31 %	23 %	9 %	4 %	37 %
Votre capacité d'économiser suffisamment d'argent pour prendre votre retraite	26 %	24 %	24 %	16 %	10 %	24 %
La hausse des taux d'intérêt	23 %	30 %	25 %	15 %	7 %	25 %
Le recul de la classe moyenne par rapport au 1 % le plus riche	19 %	26 %	28 %	18 %	9 %	21 %
Les changements climatiques	18 %	26 %	28 %	22 %	5 %	20 %
L'économie canadienne	17 %	29 %	35 %	13 %	5 %	18 %
Votre capacité d'économiser suffisamment pour acheter une maison	17 %	14 %	13 %	18 %	39 %	18 %
L'ampleur du déficit fédéral	14 %	22 %	27 %	25 %	11 %	16 %
Votre santé mentale et celle de votre famille	14 %	25 %	32 %	23 %	6 %	16 %
Le remboursement de vos dettes personnelles	14 %	17 %	19 %	26 %	23 %	16 %
Votre capacité de payer toutes vos factures à la fin du mois	12 %	18 %	27 %	39 %	4 %	11 %
Le manque d'occasions d'avancement professionnel	10 %	17 %	19 %	28 %	27 %	11 %
La sécurité d'emploi	9 %	16 %	23 %	32 %	21 %	11 %
Le coût de l'éducation, tel que les frais de scolarité et les prêts étudiants	9 %	14 %	15 %	20 %	42 %	s.o.

Le pourcentage de répondants qui estiment que la qualité du système de santé constitue une source majeure de stress est à peu près le même à l'échelle du pays (de 30 % à 40 %), à l'exception de la région de l'Atlantique, où il est le plus élevé (51 %). Le nombre de personnes qui estiment que l'ampleur du déficit fédéral est une source majeure de stress est plus élevé en Alberta (21 %) et en Saskatchewan (24 %).

Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de trouver que les facteurs suivants sont d'importantes sources de stress :

- La qualité du système de santé (39 % contre 28 %)
- La capacité d'économiser suffisamment d'argent pour la retraite (30 % contre 22 %)
- La hausse des taux d'intérêt (26 % contre 20 %)
- Les changements climatiques (21 % contre 16 %)
- La santé mentale (17 % contre 11 %)
- Le remboursement des dettes personnelles (17 % contre 11 %)
- La capacité à payer ses factures mensuelles (14 % contre 10 %)

Les répondants de moins de 55 ans sont plus susceptibles que leurs homologues plus âgés d'être fortement préoccupés par la plupart des enjeux. Ceux de 55 ans et plus sont, quant à eux, les plus préoccupés par le système de santé (40 % contre 30 %) et l'ampleur du déficit (18 % contre 12 %). On n'observe aucune différence en fonction de l'âge quant au pourcentage de répondants qui considèrent leur capacité d'économiser suffisamment pour la retraite comme une source majeure de stress.

En général, les personnes qui gagnent un revenu inférieur (moins de 80 000 \$) sont plus susceptibles de trouver que la plupart des enjeux constituent une source majeure de stress, à l'exception de l'ampleur du déficit, au sujet de laquelle les taux de préoccupation sont statistiquement semblables. Naturellement, les locataires et ceux qui vivent dans d'autres situations sont beaucoup plus susceptibles que les propriétaires de juger que leur capacité d'économiser suffisamment pour acheter une maison constitue une source majeure de stress. En outre, les personnes en situation de handicap sont les plus susceptibles de s'inquiéter fortement de la qualité du système de santé (47 %).

Tout comme à l'automne 2022, les personnes qui qualifient leur propre situation financière ou l'économie canadienne en général de mauvaises sont les plus susceptibles de trouver que plusieurs des facteurs présentés constituent une source majeure de stress.

Principaux facteurs de stress financier pour les parents canadiens

Les parents s'inquiètent encore principalement de savoir si leurs enfants auront dans le futur les moyens de trouver un endroit où habiter et de la qualité de l'environnement.

Les Canadiens et les Canadiennes qui ont indiqué avoir un enfant de moins de 18 ans à la maison ont été invités à évaluer six autres sources de stress potentielles. Trois d'entre eux sur dix s'inquiètent beaucoup de savoir si leurs enfants seront en mesure de s'offrir un endroit où rester et quelle sera la qualité de l'environnement lorsqu'ils seront plus âgés. Au plus deux parents sur dix se disent très stressés par l'incidence d'autres facteurs sur leurs enfants.

Mesure dans laquelle les enjeux économiques représentent des sources de stress pour les parents canadiens (n = 593)

Q3 Dites-moi dans quelle mesure chacun des facteurs suivants représente une source de stress pour vous et votre ménage. S'agit-il d'une source de stress majeure, modérée ou mineure, ou encore est-ce que cela ne constitue pas du tout une source de stress?	Source majeure	Source modérée	Source mineure	Pas une source de stress	Ne s'applique pas/je ne sais pas	Automne 2022 – source majeure
Le fait de savoir si vos enfants seront en mesure de s'offrir un endroit où rester lorsqu'ils seront plus âgés	30 %	31 %	21 %	12 %	6 %	31 %
La qualité de l'environnement lorsque vos enfants seront plus âgés	30 %	28 %	23 %	13 %	6 %	26 %
L'incidence de la dette nationale du Canada sur vos enfants lorsqu'ils seront plus âgés	22 %	32 %	26 %	12 %	8 %	21 %
La capacité de payer les études de vos enfants	21 %	29 %	27 %	16 %	8 %	20 %
La capacité de vos enfants à rembourser leur éventuel prêt étudiant	20 %	27 %	25 %	17 %	11 %	17 %
Le fait de savoir si vos enfants obtiendront un emploi après avoir terminé leurs études	17 %	28 %	24 %	22 %	8 %	18 %

Une minorité de parents à l'échelle du pays et dans tous les sous-groupes considère la majorité de ces facteurs comme des sources majeures de stress. Certaines différences méritent toutefois d'être soulignées :

- Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de s'inquiéter fortement de la qualité de l'environnement dans le futur (38 % contre 21 %).
- Les Canadiens et les Canadiennes plus jeunes (de 18 à 34 ans) sont les plus susceptibles d'indiquer que la qualité de l'environnement lorsque leurs enfants seront plus âgés (37 %) ou la capacité de leurs enfants de rembourser leur éventuel prêt étudiant (28 %) sont des sources majeures de stress.

- Les locataires sont plus susceptibles que les propriétaires d'être fortement préoccupés par tous ces facteurs de stress, tout comme le sont les personnes qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière ou qui estiment que l'économie canadienne se porte mal.

Confiance dans la capacité à payer ses factures par rapport à l'année dernière

Comme à l'automne 2022, plus du tiers des Canadiens et des Canadiennes sont moins convaincus qu'ils l'étaient l'année dernière d'être en mesure de payer leurs factures et de se procurer ce dont ils ont besoin.

Les Canadiens et les Canadiennes devaient indiquer dans quelle mesure ils sont convaincus qu'ils arriveront à payer leurs factures et à se procurer les choses dont ils ont besoin comparativement à l'année dernière. Un peu plus d'une personne sur dix (12 %) se dit au moins un peu plus confiante en sa capacité à ce sujet, tandis que la moitié (49 %) des répondants sont tout aussi confiants et un peu plus du tiers (37 %) le sont un peu (26 %) ou beaucoup moins (11 %) que l'année dernière. Ces résultats sont pratiquement inchangés par rapport à ceux de l'automne 2022.

Confiance dans la capacité à payer ses factures par rapport à l'année dernière

Q4 Comparativement à cette période l'an dernier, dans quelle mesure êtes-vous convaincu(e) de pouvoir payer vos factures et vous procurer les choses dont vous avez besoin? Êtes-vous...?	Hiver 2023 (n = 2 106)	Automne 2022 (n = 2 106)
<i>Net : Plus convaincu(e)</i>	12 %	14 %
Bien plus convaincu(e)	4 %	5 %
Un peu plus convaincu(e)	8 %	8 %
Aussi convaincu(e)	49 %	50 %
<i>Net : Moins convaincu(e)</i>	37 %	36 %
Un peu moins convaincu(e)	26 %	25 %
Bien moins convaincu(e)	11 %	10 %
Je ne sais pas	2 %	1 %

Les membres des groupes suivants sont les plus susceptibles de se sentir *moins* confiants que l'an dernier quant à leur capacité de payer leurs factures :

- Les femmes (43 %, contre 32 % des hommes).
- Les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$ (57 %).
- Les personnes sans emploi (53 %).
- Les locataires (44 %).
- Les Canadiens et les Canadiennes résidant ailleurs qu'au Québec (40 %, contre 29 % au Québec).

- Les personnes qui se trouvent dans une mauvaise situation financière (72 %, contre 44 % chez celles dont la situation est passable et 15 % chez celles dont elle est bonne).
- Les personnes qui estiment que l'économie canadienne se porte mal (50 % contre 33 % chez celles qui croient qu'elle est passable et 20 % chez celles qui la jugent bonne).
- Les Autochtones (52 %) et les personnes en situation de handicap (56 %, contre 35 % chez les personnes qui ne s'identifient à aucun groupe en quête d'équité).

Les dépenses les plus difficiles à couvrir

Les Canadiens et les Canadiennes continuent de croire que les coûts d'épicerie et de logement représentent les principaux défis dans leurs efforts pour joindre les deux bouts; près de trois personnes sur dix n'ont aucune difficulté à cet égard.

Les Canadiens et les Canadiennes devaient indiquer quelle dépense fait en sorte qu'il est plus difficile pour eux de joindre les deux bouts. Quatre choix de réponse étaient inclus, mais les répondants pouvaient aussi écrire autre chose ou encore indiquer qu'ils n'éprouvent aucune difficulté. Ils ne pouvaient sélectionner qu'une seule réponse.

Dans cette vague, trois personnes sur dix estiment que les produits d'épicerie constituent la dépense la plus difficile à couvrir (31 %, en hausse par rapport aux 24 % de l'automne 2022), tandis que le quart (24 %) des répondants en disent de même au sujet des coûts de logement (un pourcentage inchangé). Moins d'une personne sur dix trouve plus difficile de couvrir les autres dépenses comme les services publics (6 %) et l'essence (5 %). Un peu moins de trois répondants sur dix affirment n'avoir actuellement aucune difficulté à payer leurs dépenses.

Les dépenses les plus difficiles à couvrir (mentions par au moins 2 % des répondants)

Q5. Quelle dépense fait en sorte qu'il est plus difficile pour vous de joindre les deux bouts aujourd'hui?	Hiver 2023 (n = 2 106)	Automne 2022 (n = 2 106)
Produits d'épicerie/nourriture	31 %	24 %
Coûts de logement (p. ex., loyer, prêt hypothécaire)	24 %	24 %
Services publics (p. ex., chauffage, électricité)	6 %	7 %
Essence	5 %	8 %
Autre chose	4 %	4 %
Rien, je n'ai pas de difficulté à joindre les deux bouts	28 %	29 %
Je ne sais pas	3 %	3 %

Les réponses sont généralement semblables dans l'ensemble du pays et dans la plupart des sous-groupes; les différences suivent en grande partie les tendances observées à l'automne 2022. Voici toutefois quelques constatations dignes de mention.

- Le pourcentage de répondants qui indiquent *les produits d'épicerie/la nourriture* est encore une fois plus élevé au Québec (38 %, en hausse par rapport aux 29 % de l'automne 2022). Dans cette vague, cette réponse se retrouve de façon semblable chez les membres des deux sexes, mais demeure plus répandue chez les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$ (46 %, en hausse par rapport aux

36 % de la vague précédente). Le pourcentage de répondants ayant choisi cette réponse ne diffère pas entre les personnes qui ont ou non un enfant de moins de 18 ans à la maison, mais il demeure plus élevé chez celles dont la situation financière personnelle est mauvaise (39 %) ou passable (36 %), comparativement à celles dont les finances se portent bien (24 %). Il est le plus élevé chez les Autochtones (46 %, contre 30 % chez les personnes qui ne s'identifient à aucun groupe en quête d'équité).

- Le pourcentage de répondants qui trouvent que *les coûts de logement* sont les plus difficiles à payer va de 15 % au Québec à 33 % en Colombie-Britannique. Il est plus élevé chez les personnes âgées de 18 à 34 ans (34 %) et diminue à mesure que l'âge augmente (passant à 15 % chez les 55 ans et plus). Il est plus élevé chez les locataires (38 % contre 20 % chez les propriétaires), les personnes qui ont l'intention d'acheter une maison au cours de l'année (31 %, contre 22 % chez celles dont ce n'est pas le cas), les personnes qui ont un enfant âgé de moins de 18 ans (27 %, contre 22 %) et celles dont la situation financière personnelle est mauvaise (38 %) ou passable (28 %, contre 13 % chez celles dont les finances se portent bien).
- Le pourcentage de répondants *n'ayant aucune difficulté à joindre les deux bouts* est plus élevé au Québec (36 %, contre 21 % à 29 % ailleurs) de même que chez les hommes (31 % contre 26 % des femmes); il augmente en même temps que l'âge (de 21 % chez les 18 à 34 ans jusqu'à 36 % chez les 55 ans et plus) et le revenu du ménage (de 13 % chez ceux qui gagnent moins de 40 000 \$ à 46 % chez ceux qui gagnent 150 000 \$ ou plus).

Crainte d'une mise à pied ou d'une perte d'emploi

Le tiers des Canadiens et des Canadiennes disent craindre au moins un peu qu'un membre de leur ménage ou eux-mêmes perdent leur emploi, un résultat légèrement supérieur à celui de l'automne 2022.

Les Canadiens et les Canadiennes s'inquiètent un peu plus qu'à l'automne de la possibilité d'une perte d'emploi au sein de leur ménage. En effet, le tiers (34 %) des répondants disent craindre beaucoup ou un peu qu'un membre de leur ménage ou eux-mêmes perdent leur emploi, alors que c'était le cas de trois personnes sur dix à l'automne 2022. Six personnes sur dix (61 %) ne s'inquiètent pas vraiment ou pas du tout à l'idée d'une perte d'emploi, dont le tiers des gens qui ne s'en inquiètent pas du tout, un résultat en baisse de neuf points.

Crainte d'une mise à pied ou d'une perte d'emploi

Q6. Dans quelle mesure craignez-vous qu'un membre de votre ménage ou vous-même perdiez votre emploi ou soyez mis à pied?	Cela m'inquiète beaucoup	Cela m'inquiète un peu	Cela ne m'inquiète pas vraiment	Cela ne m'inquiète pas du tout	Je ne sais pas
Hiver 2023 (n = 2 106)	9 %	25 %	29 %	32 %	5 %
Automne 2022 (n = 2 106)	8 %	22 %	26 %	41 %	3 %
Févr./mars (n = 2 007)	12 %	23 %	26 %	35 %	4 %

Les réponses sont généralement semblables dans les différents sous-groupes de la population. L'inquiétude à ce sujet (qu'elle soit forte ou modérée) est plus répandue au sein des groupes suivants :

- Les Ontariens et Ontariennes (40 %).

- Les personnes de moins de 55 ans (39 %, contre 26 % chez les 55 ans et plus).
- Les résidents des grands centres urbains, comptant un million d'habitants et plus (41 %, contre 28 % chez ceux des petites municipalités et des régions rurales).
- Les personnes dont la langue parlée à la maison n'est ni l'anglais ni le français (52 %).
- Les personnes vivant avec un enfant de moins de 18 ans (42 % contre 32 %).
- Les personnes qui ont l'intention d'acheter une maison cette année (50 % contre 31 %).
- Les personnes qui se trouvent dans une mauvaise situation financière (54 %, contre 39 % chez celles dont la situation est passable et 20 % chez celles dont elle est bonne).
- Les personnes racisées (46 %) et les nouveaux immigrants (65 %).

D. Impôt et politique fiscale

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur les enjeux fiscaux

Les Canadiens et les Canadiennes veulent que les provinces reçoivent un plus grand financement pour les soins de santé, ne s'attendent pas à ce que l'équilibre budgétaire soit rétabli à court terme et s'inquiètent des répercussions qu'aurait un tel rétablissement réalisé trop rapidement.

On a demandé aux répondants d'évaluer leur niveau d'accord avec des énoncés portant sur l'approche du gouvernement fédéral par rapport à certains enjeux fiscaux. Près des deux tiers (64 %) conviennent que le financement permanent accordé aux provinces pour les soins de santé devrait être plus important, tandis que six personnes sur dix (60 %) craignent qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire par le gouvernement fédéral se fasse au détriment des services essentiels ou qu'il soit financé par une augmentation des taxes et des impôts. Un peu moins de six personnes sur dix (58 %) indiquent qu'elles ne s'attendent pas à ce que le gouvernement fédéral équilibre son budget tant que l'économie ne se sera pas entièrement remise de la pandémie, tandis qu'un peu moins de la moitié (48 %) des gens estiment que l'équilibre budgétaire devrait être rétabli dès que possible.

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur les enjeux fiscaux

Q14 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants en utilisant une échelle de 1 à 10, où 10 signifie que vous êtes fortement en accord et 1, que vous êtes fortement en désaccord?	En accord (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	En désaccord (1 à 4)	Je ne sais pas	Automne 2022 – en accord (7 à 10)
Le gouvernement fédéral devrait accroître le financement permanent qu'il fournit aux provinces pour les soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit.	64 %	20 %	8 %	7 %	66 %
Je crains qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire par le gouvernement fédéral n'entraîne soit des compressions dans les services essentiels, soit une hausse du fardeau fiscal pour les gens comme moi.	60 %	20 %	11 %	9 %	64 %
Je ne m'attends pas à ce que le gouvernement fédéral équilibre son budget tant que l'économie ne se sera pas entièrement remise de la pandémie.	58 %	20 %	14 %	9 %	59 %
Je pense que le gouvernement fédéral devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès que possible.	48 %	27 %	17 %	8 %	52 %

Le niveau d'accord avec ces quatre énoncés est plutôt semblable d'une région à l'autre et dans la plupart des sous-groupes, à quelques exceptions près. Dans cette vague, il est plus élevé chez les personnes âgées de 55 ans et plus, ainsi que chez celles qui jouissent d'une bonne situation financière ou qui croient que l'économie canadienne se porte bien.

Le niveau d'accord est semblable entre les membres des deux sexes, bien que les hommes soient plus susceptibles que les femmes de convenir que le gouvernement fédéral devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès que possible (53 % contre 44 %), tandis que les femmes sont plus enclines que les hommes à craindre qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire n'entraîne une réduction des services essentiels ou une hausse des impôts (64 % contre 57 %).

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur les autres enjeux

Le pays est divisé quant à savoir si le gouvernement fédéral tente de soutenir la population ou comprend les enjeux auxquels elle est confrontée, ou si l'Ukraine doit recevoir davantage de soutien financier.

Le tiers des Canadiens et des Canadiennes conviennent que le gouvernement fédéral tente de soutenir la population en période de difficultés économiques (34 %, en baisse par rapport aux 43 % de l'automne 2022) ou qu'il devrait accroître le soutien financier offert à l'Ukraine (32 %), tandis que trois personnes sur dix estiment que le gouvernement comprend les enjeux économiques auxquels est confrontée la population (31 %).

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur les autres enjeux

Q14 Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants en utilisant une échelle de 1 à 10, où 10 signifie que vous êtes fortement en accord et 1, que vous êtes fortement en désaccord?	En accord (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	En désaccord (1 à 4)	Je ne sais pas	Automne 2022 – en accord (7 à 10)
Le gouvernement fédéral tente de soutenir les Canadiens en période de difficultés économiques.	34 %	31 %	29 %	6 %	43 %
Le gouvernement fédéral devrait offrir plus de soutien financier pour aider l'Ukraine à se défendre contre la Russie, même si cela ferait augmenter le déficit.	32 %	23 %	38 %	7 %	32 %
Le gouvernement fédéral comprend les enjeux économiques auxquels sont confrontés les Canadiens.	31 %	25 %	37 %	7 %	35 %

Une minorité est en accord avec ces trois énoncés, et ce dans l'ensemble du pays et dans tous les sous-groupes. Le pourcentage de répondants qui sont en accord avec les trois énoncés est plus élevé chez les Canadiens et les Canadiennes à la retraite ainsi que chez ceux qui jouissent personnellement d'une bonne situation financière ou qui estiment que l'économie canadienne se porte bien.

- Le pourcentage de répondants qui conviennent que le gouvernement fédéral tente de soutenir la population en période de difficultés économiques est le plus faible en Alberta (22 %) et le plus élevé au Québec (42 %); il est aussi plus élevé chez les titulaires d'un diplôme universitaire (39 %).
- Les hommes (36 %, contre 28 % chez les femmes) et les personnes âgées de 55 ans et plus (39 %) sont plus nombreux à être d'avis que le gouvernement fédéral devrait accroître le soutien financier offert à l'Ukraine pour l'aider à se défendre contre la Russie, même si cela ferait augmenter le déficit.
- Les titulaires d'un diplôme universitaire (36 %) sont plus enclins à croire que le gouvernement fédéral comprend les enjeux économiques auxquels sont confrontés les Canadiens et les Canadiennes.

Paiement du montant approprié en taxes et en impôts

La plupart des gens continuent de penser que les membres du 1 % le plus riche, les grandes sociétés et les institutions financières devraient payer plus de taxes et d'impôts; plus de la moitié pensent que les membres du 1 % le plus riche devraient en payer beaucoup plus.

Les Canadiens et les Canadiennes devaient indiquer si, à leur avis, les membres de six groupes paient actuellement un montant approprié en taxes et en impôts ou s'ils devraient en payer plus ou moins. Dans cette vague, les choix de réponse ont été modifiés de façon à ce que les gens puissent indiquer si les groupes devraient payer **beaucoup** ou **un peu** plus ou moins de taxes et d'impôts.

Huit personnes sur dix sont d'avis que les grandes sociétés devraient en payer plus, dont la moitié (49 %) qui estime qu'elles devraient en payer beaucoup plus. Les trois quarts (76 %) des répondants pensent que les membres du 1 % le plus riche devraient en payer plus, dont plus de la moitié (54 %) qui pensent qu'ils devraient en payer beaucoup plus. Près des trois quarts (73 %) des gens estiment que les institutions financières devraient payer plus de taxes et d'impôts (dont 40 % qui jugent qu'elles devraient en payer beaucoup plus). On observe seulement de faibles augmentations des pourcentages depuis l'automne 2022, et ce, pour ces trois groupes.

En revanche, quatre personnes sur dix pensent que les petites entreprises (41 %) et les membres de la classe moyenne (39 %) paient actuellement un montant approprié de taxes et d'impôts; quatre personnes sur dix estiment que les petites entreprises devraient en payer moins, et la moitié des gens en disent de même au sujet des membres de la classe moyenne. Un peu plus de six personnes sur dix (62 %) estiment que les gens à faible revenu devraient payer moins de taxes et d'impôts.

Le quart (23 %) des Canadiens et des Canadiennes estiment qu'aucun de ces groupes ne devrait voir son fardeau fiscal réduit, tandis qu'une personne sur dix (12 %) juge qu'aucun de ces groupes ne devrait voir son fardeau fiscal augmenté.

Paielement du montant approprié en taxes et en impôts

Q11 À votre avis, est-ce que chacun des groupes suivants paie actuellement un montant approprié en taxes et en impôts, ou devrait-il payer plus ou moins de taxes et d'impôts qu'il ne le fait aujourd'hui?	Devraient payer plus de taxes (net)	Devraient payer beaucoup plus de taxes	Devraient payer un peu plus de taxes	Paient un montant approprié de taxes	Devraient payer moins de taxes (net)	Devraient payer un peu moins de taxes	Devraient payer beaucoup moins de taxes	Je ne sais pas	Automne 2022 : devraient payer plus de taxes
Les grandes sociétés	80 %	49 %	31 %	9 %	3 %	1 %	2 %	8 %	77 %
Les membres du 1 % le plus riche	76 %	54 %	23 %	12 %	4 %	2 %	2 %	8 %	74 %
Les institutions financières	73 %	40 %	33 %	11 %	3 %	2 %	1 %	13 %	70 %
Les petites entreprises	8 %	2 %	6 %	41 %	40 %	30 %	10 %	11 %	5 %
Les membres de la classe moyenne	4 %	1 %	3 %	39 %	50 %	36 %	14 %	7 %	2 %
Les personnes à faible revenu	4 %	1 %	2 %	26 %	62 %	28 %	34 %	8 %	4 %

L'opinion selon laquelle *les grandes sociétés, les membres du 1 % le plus riche et les institutions financières* devraient payer plus de taxes et d'impôts domine à l'échelle du pays ainsi que dans tous les sous-groupes de la population. Sont plus nombreux à vouloir que ces trois groupes voient leur fardeau fiscal augmenter les personnes qui sont âgées de 55 ans et plus, celles qui sont retraitées, celles qui détiennent un diplôme universitaire ou plus et celles qui n'ont pas l'intention d'acheter une maison cette année.

Le sentiment que *les personnes à faible revenu* devraient payer moins de taxes et d'impôts est également un point de vue qui domine à l'échelle nationale, bien qu'il soit plus répandu chez les personnes âgées de 55 ans et plus (70 %), celles dont le revenu du ménage est faible ou moyen (70 % chez celles qui gagnent moins de 80 000 \$), celles qui ont poursuivi des études secondaires ou moins (71 %), les locataires (72 %), les personnes sans enfant de moins de 18 ans (64 %) et celles qui se trouvent dans une mauvaise situation financière (69 %) ou qui estiment que l'économie canadienne se porte mal (68 %).

Le pourcentage de répondants qui veulent que *la classe moyenne* paie moins de taxes et d'impôts est plus élevé chez les résidents des provinces de l'Atlantique (61 %), les personnes qui vivent dans des municipalités comptant de 5 000 à 100 000 habitants (59 %), les personnes qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière (59 %) et celles qui pensent que l'économie du pays se porte mal (59 %).

Le pourcentage de répondants qui croient que *les petites entreprises* devraient payer moins de taxes et d'impôts est généralement semblable dans tous les sous-groupes, mais est le plus faible au Québec (30 %) et le plus élevé en Saskatchewan (52 %). Il est également plus élevé chez les personnes qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière (45 %) ou qui pensent que l'économie canadienne se porte mal (47 %).

E. Logement

Impressions du coût actuel du logement et des taux hypothécaires

Les trois quarts des répondants perçoivent négativement le coût actuel du logement, tandis que les deux tiers ont une opinion négative des taux d'intérêt en vigueur sur les prêts et prêts hypothécaires.

Dans une nouvelle question posée à l'hiver 2023, on a demandé aux Canadiens et aux Canadiennes ce qu'ils pensent des taux d'intérêt en vigueur sur les prêts et prêts hypothécaires, ainsi que du coût actuel du logement.

Une majorité perçoit négativement le coût actuel du logement (76 %) ainsi que les taux d'intérêt en vigueur sur les prêts et prêts hypothécaires (66 %), des résultats qui cadrent avec l'opinion selon laquelle il est difficile d'accéder à la propriété dans le contexte économique actuel.

Impressions du coût du logement et des taux d'intérêt sur les prêts et prêts hypothécaires

Q1g à h	Perception positive (7 à 10)	Perception neutre (5 et 6)	Perception négative (1 à 4)	Je ne sais pas
<i>Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.</i>				
Les taux d'intérêt actuels sur les prêts et prêts hypothécaires	7 %	20 %	66 %	7 %
Le coût actuel du logement	6 %	15 %	76 %	3 %

Une majorité dans l'ensemble des sous-groupes évalue négativement à la fois les taux d'intérêt et le coût du logement. Voici quelques différences dignes de mention :

- Le fait d'avoir une opinion négative des taux d'intérêt est un peu moins répandu au Québec (60 %) qu'ailleurs au pays (de 66 % à 70 %); les opinions négatives du coût du logement sont quant à elles plus courantes en Colombie-Britannique (85 %) et en Ontario (78 %).
- Les opinions négatives au sujet des taux d'intérêt actuels sont plus répandues chez les moins de 55 ans (71 %) que chez les 55 ans et plus (60 %).
- Les femmes perçoivent plus négativement que les hommes les taux d'intérêt actuels (69 % contre 64 %) et le coût du logement (81 % contre 71 %).
- Le fait de percevoir négativement le coût du logement est plus courant au sein des ménages dont le revenu est inférieur à 80 000 \$ (81 %) que chez ceux dont le revenu est plus élevé (71 %).

Accessibilité des logements

Huit personnes sur dix trouvent très difficile d'acheter une propriété dans le contexte économique actuel; les deux tiers des Canadiens et des Canadiennes estiment que le gouvernement fédéral a la responsabilité de s'attaquer à ce problème.

On a demandé aux Canadiens et aux Canadiennes d'indiquer leur niveau d'accord avec un certain nombre d'énoncés concernant l'accessibilité des logements. Il règne encore un certain pessimisme relativement au marché du logement et à la capacité des Canadiens et des Canadiennes de trouver une maison qui leur convient. Huit personnes sur dix (81 %) sont toujours d'accord (notes de 7 à 10) pour dire qu'il est très difficile d'acheter une propriété dans le climat économique actuel, tandis que les deux tiers (65 %, en baisse par rapport aux 71 % de l'automne 2022) sont d'avis que le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables qui sévit au pays. Les propriétaires sont moins nombreux dans cette vague à être d'avis que les coûts associés à leur propriété sont abordables (47 %, en baisse par rapport aux 53 % de l'automne 2022). Seulement le quart (23 %) des répondants et répondantes sont d'avis qu'il serait facile pour une personne cherchant à acheter une propriété aujourd'hui de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire.

Malgré ces impressions, les gens rêvent toujours d'accéder à la propriété : les trois quarts (75 %) des propriétaires (n = 1 440) sont toujours d'accord pour dire qu'il était extrêmement important pour eux d'être propriétaires plutôt que locataires et un peu plus de la moitié (53 %) des locataires (n = 481) estiment qu'il est extrêmement important pour eux d'être en mesure d'être propriétaires d'une maison dans le futur. Près de quatre locataires sur dix (38 %) s'entendent pour dire que le loyer qu'ils paient est abordable, un résultat comparable à celui de l'automne.

Niveau d'accord avec les énoncés sur l'accessibilité du logement

Q12 À l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord et 10, que vous êtes fortement en accord, dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants?	En accord (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	En désaccord (1 à 4)	Je ne sais pas	Automne 2022 – en accord (7 à 10)
Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel	81 %	11 %	4 %	3 %	83 %
Il était extrêmement important pour vous d'être propriétaire plutôt que locataire ÉCHANTILLON : Propriétaires (n = 1 440)	75 %	16 %	6 %	3 %	77 %
Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada	65 %	20 %	10 %	6 %	71 %
Il est extrêmement important pour vous d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir ÉCHANTILLON : Locataires (n = 481)	53 %	16 %	25 %	6 %	53 %
Les coûts associés à votre propriété (y compris les paiements hypothécaires et les taxes foncières) sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage ÉCHANTILLON : Propriétaires (n = 1 440)	47 %	24 %	26 %	2 %	53 %
Votre loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de votre ménage ÉCHANTILLON : Locataires (n = 481)	38 %	19 %	38 %	4 %	39 %
Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit à la fois sécuritaire et abordable	23 %	20 %	53 %	5 %	25 %

Dans la plupart des cas, les réponses à ces énoncés varient peu d'un sous-groupe à l'autre. Les différences significatives sont présentées ci-dessous :

- *Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel* : Le niveau d'accord est très élevé dans tous les sous-groupes, mais tout particulièrement chez les femmes (84 % contre 79 % chez les hommes), les nouveaux immigrants (90 %) et les personnes qui jugent que l'économie canadienne se porte mal (87 %).
- *Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada* : Le niveau d'accord est semblable à l'échelle du pays, sauf au Québec (53 %), où il est plus faible qu'ailleurs (de 67 % à 70 %). Il est plus élevé chez les femmes (68 %), les répondants plus jeunes (71 % chez les 18 à 34 ans), les locataires (71 % contre 62 % chez les propriétaires), les personnes qui ont l'intention d'acheter une maison cette année (72 % contre 63 %), les nouveaux immigrants (84 %) et les personnes qui se trouvent personnellement dans une mauvaise situation financière (72 %) ou qui trouvent que l'économie canadienne se porte mal (73 %).
- *Il était extrêmement important pour vous d'être propriétaire plutôt que locataire* : Le niveau d'accord est très élevé dans tous les sous-groupes, en particulier au Québec (80 %), chez les femmes (78 %) et chez les 55 ans et plus (81 %).
- *Les coûts associés à votre propriété sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage* : Le niveau d'accord est plus élevé chez les 55 ans et plus (52 %). Il augmente en même temps que le revenu du ménage (passant de 25 % chez ceux qui gagnent moins de 40 000 \$ à 59 % chez ceux qui gagnent 150 000 \$ ou plus). Il est aussi plus élevé chez les personnes qui jouissent personnellement d'une bonne situation financière (67 %) ou qui estiment que l'économie canadienne se porte bien (61 %).
- *Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit à la fois sécuritaire et abordable* : Le niveau d'accord augmente en même temps que le revenu du ménage (passant de 14 % chez les répondants qui gagnent moins de 40 000 \$ à 32 % chez ceux qui gagnent 150 000 \$ ou plus); il est plus élevé chez les hommes (28 %, contre 18 % chez les femmes), les propriétaires (25 %, contre 18 % chez les locataires), les personnes qui comptent acheter une maison cette année (34 %, contre 21 % chez celles dont ce n'est pas le cas) et les personnes qui jouissent d'une bonne situation financière personnelle (32 %) ou qui trouvent que l'économie canadienne se porte bien (35 %).

Les politiques du gouvernement fédéral en matière de logement

Une majorité de Canadiens et de Canadiennes appuient diverses politiques du gouvernement fédéral en matière de logement, alors que l'imposition de mesures municipales continue de recevoir un soutien inférieur.

Les Canadiens et les Canadiennes se sont vu présenter une série de 12 politiques liées au logement, puis devaient indiquer dans quelle mesure chacune d'elles devrait constituer une priorité pour le gouvernement fédéral. Comme dans les vagues précédentes, les gens sont plus susceptibles de trouver qu'il faut avant tout accroître l'accessibilité à un logement abordable (72 %). Environ les deux tiers des répondants cibleraient davantage la prise de mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements (68 %), l'augmentation de la transparence dans les opérations immobilières (67 %), le soutien aux acheteurs d'une première propriété (66 %) et le fait de rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les personnes à revenu moyen ou faible (64 %). Les niveaux d'accord avec toutes ces politiques sont légèrement plus faibles qu'à l'automne.

Les politiques les moins importantes sont celles qui exigent que les municipalités modifient leurs règles de zonage pour permettre la densification des communautés (41 %) et qui visent à réduire le financement fédéral octroyé aux municipalités qui n'ont pas augmenté le nombre de logements au cours de l'année précédente (37 %). Ces résultats sont comparables à ceux de l'automne 2022.

Priorités concernant les politiques d'accessibilité au logement

Q13 Afin de répondre au problème d'accessibilité à un logement abordable, dans quelle mesure chacun des éléments suivants devrait-il, selon vous, constituer une priorité pour le gouvernement fédéral? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie qu'un élément ne devrait pas du tout constituer une priorité pour le gouvernement fédéral et 10, qu'il devrait constituer une priorité extrêmement élevée.	Priorité (7 à 10)	Neutre (5 et 6)	Pas une priorité (1 à 4)	Je ne sais pas	Automne 2022 – priorité (7 à 10)
Accroître l'accessibilité à un logement abordable	72 %	18 %	6 %	4 %	76 %
Prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements, réduisant ainsi l'offre pour les particuliers	68 %	17 %	9 %	6 %	71 %
Accroître la transparence et la protection des consommateurs dans les opérations immobilières, par exemple en interdisant les offres à l'aveugle	67 %	17 %	6 %	10 %	71 %
Soutenir les (automne : Continuer d'offrir des mesures de soutien aux) acheteurs d'une première propriété	66 %	20 %	9 %	5 %	74 %
Rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible	64 %	21 %	10 %	5 %	69 %
Interdire aux gens d'acheter et de posséder plusieurs propriétés qui ne sont pas utilisées pour offrir des logements locatifs à ceux qui en ont besoin	59 %	19 %	14 %	7 %	59 %
Collaborer avec les municipalités pour accélérer l'approbation de nouveaux projets de logements	58 %	23 %	11 %	8 %	63 %
Investir dans les coopératives de logements	53 %	23 %	12 %	12 %	58 %
Augmenter les exigences en matière de mise de fonds pour les investisseurs	52 %	22 %	13 %	13 %	54 %
Aider les Canadiens à effectuer une mise de fonds (automne : Faire en sorte qu'il soit plus accessible pour les gens de verser une mise de fonds)	52 %	24 %	18 %	6 %	67 %
Exiger que les municipalités modifient leurs règles de zonage pour permettre la densification des communautés	41 %	24 %	23 %	12 %	42 %
Réduire le financement fédéral octroyé aux municipalités qui n'ont pas augmenté le nombre de logements sur leur territoire au cours de l'année précédente	37 %	27 %	21 %	15 %	37 %

On observe peu de différences importantes entre les sous-groupes dans la priorité qu'accordent les Canadiens et les Canadiennes à chacune des politiques. Au Québec, les gens sont les plus susceptibles d'accorder la priorité à la collaboration avec les municipalités pour accélérer l'approbation de nouveaux projets de logements (66 %) ou à l'investissement dans les coopératives de logements (60 %), et les moins susceptibles de trouver que le gouvernement doit avant tout rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables (55 %). En Ontario, les gens sont toujours parmi les plus enclins à trouver prioritaires plusieurs de ces mesures.

Le fait de trouver qu'il est prioritaire d'accroître l'accessibilité à un logement abordable est plus répandu au sein des groupes suivants :

- Les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$ (82 %, contre 62 % chez ceux qui gagnent 150 000 \$ ou plus).
- Les locataires (80 %, contre 69 % chez les propriétaires).
- Les nouveaux immigrants (87 %) et les personnes en situation de handicap (81 %).

Influence des politiques du gouvernement fédéral sur le prix des maisons au Canada

Les trois quarts de la population croient que les politiques du gouvernement fédéral ont au moins une légère incidence sur le prix des maisons, dont trois personnes sur dix qui estiment qu'elles ont une incidence majeure.

Dans une nouvelle question posée à l'hiver 2023, on a demandé aux Canadiens et Canadiennes quelle influence les politiques du gouvernement fédéral pourraient avoir sur le prix des maisons au Canada. Les trois quarts (73 %) des gens estiment que ces politiques pourraient avoir au moins une certaine influence à cet égard, dont trois personnes sur dix (30 %) pour qui elles pourraient avoir une incidence majeure. Une personne sur six estime que ces politiques n'auraient que peu d'influence, voire pas du tout, et une personne sur dix est incertaine à ce sujet.

Influence des politiques du gouvernement fédéral sur le prix des maisons

QAH1 À votre avis, quelle influence les politiques du gouvernement fédéral pourraient-elles avoir sur le prix des maisons au Canada?	Hiver 2023 (n = 2 106)
Net : Une très grande/assez grande influence	73 %
Une très grande influence	30 %
Une assez grande influence	43 %
Peu ou pas d'influence	16 %
Je ne sais pas	11 %

L'opinion selon laquelle les politiques du gouvernement fédéral pourraient avoir au moins une certaine influence sur le prix des maisons domine à l'échelle du pays, allant de 58 % au Québec à 86 % en Saskatchewan. Les perceptions ne diffèrent pas en fonction du sexe ou de l'âge, mais les hommes sont plus susceptibles que les femmes de croire que les politiques du gouvernement fédéral n'auraient que peu d'influence, voire aucune (20 % contre 13 %). Une telle opinion devient plus répandue à mesure que l'âge augmente (allant de 9 % chez les 18 à 34 ans à 22 % chez les 55 ans et plus). L'opinion selon laquelle les politiques du gouvernement pourraient avoir au moins une certaine incidence sur le prix des maisons est plus répandue chez les personnes qui ont l'intention d'acheter une maison cette année (81 % contre 72 % chez celles dont ce n'est pas le cas).

Ordre de gouvernement principalement responsable de remédier à la pénurie de logements abordables

Les Canadiens et les Canadiennes pensent, à parts presque égales, que les gouvernements fédéral et provinciaux sont responsables de remédier à la pénurie de logements abordables.

Dans une nouvelle question posée à l'hiver 2023, on a demandé aux Canadiens et aux Canadiennes quel ordre de gouvernement est principalement responsable de remédier à la pénurie de logements abordables au Canada. Environ le tiers des répondants sont d'avis que cette responsabilité revient aux gouvernements provinciaux (36 %) ou au gouvernement fédéral (32 %), tandis qu'un peu plus d'une personne sur dix (13 %) estime que cette responsabilité revient aux administrations municipales. Deux répondants sur dix ne se sont pas prononcés sur la question.

Ordre de gouvernement principalement responsable de remédier à la pénurie de logements abordables

QAH2 À votre avis, quel ordre de gouvernement devrait être principalement responsable de remédier à la pénurie de logements abordables au Canada? Est-ce...?	Hiver 2023 (n = 2 106)
Les gouvernements provinciaux	36 %
Le gouvernement fédéral	32 %
Les administrations municipales	13 %
Je ne sais pas	19 %

L'opinion selon laquelle le gouvernement fédéral est le principal responsable de remédier à la pénurie de logements abordables est plus répandue au sein des groupes suivants :

- Les résidents de l'Alberta (45 %) et de la Saskatchewan (55 %).
- Les personnes âgées de 18 à 34 ans (37 %, contre 30 % chez les Canadiens et les Canadiennes plus âgés).
- Les personnes qui ont l'intention d'acheter une maison cette année (41 % contre 30 % chez celles dont ce n'est pas le cas).
- Les personnes qui croient que l'économie canadienne se porte mal (40 %, contre 26 % chez celles qui croient qu'elle est passable et 27 % chez celles qui la jugent bonne).

Annexe A : Méthodologie de la phase qualitative

Environics Research a mené, en janvier et en février 2023, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe dans le but d'évaluer les opinions des Canadiens et des Canadiennes quant à l'état actuel de l'économie, en s'attardant plus spécifiquement sur les attitudes à l'égard d'enjeux tels que le coût de la vie, le logement, les soins de santé et les priorités du gouvernement fédéral à l'approche du budget fédéral.

Composition des groupes

Environics Research a mené, en janvier et en février 2023, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe visant à évaluer les opinions des Canadiens et des Canadiennes quant à l'état actuel de l'économie. Les discussions se sont déroulées sur la plateforme Zoom, et deux séances, l'une auprès de participants à revenu élevé et l'autre, de participants à revenu moyen ou faible, ont été organisées dans chacune des régions suivantes : en Ontario (le 30 janvier), dans les provinces de l'Atlantique (le 31 janvier), dans les provinces des Prairies (le 1^{er} février), au Québec (le 2 février) et en Colombie-Britannique (le 6 février). Les deux séances du Québec ont été menées en français, et les huit autres, en anglais.

Emplacement (langue des séances)	Date	Heure
Ontario (anglais)	Lundi 30 janvier	17 h HNE – groupe 1 19 h HNE – groupe 2
Provinces de l'Atlantique [T.-N.-L., N.-É., N.-B. et Î.-P.-É.] (anglais)	Mardi 31 janvier	16 h HNE (17 h HNA) – groupe 3 18 h HNE (19 h HNA) – groupe 4
Provinces des Prairies [Manitoba, Saskatchewan et Alberta] (anglais)	Mercredi 1 ^{er} février	18 h HNE (17 h HNC/16 h HNR) – groupe 5 20 h HNE (19 h HNC/18 h HNR) – groupe 6
Québec (français)	Jeudi 2 février	17 h HNE – groupe 7 19 h HNE – groupe 8
C.-B./territoires (anglais)	Lundi 6 février	19 h HNE (16 h HNP) – groupe 9 21 h HNE (18 h HNP) – groupe 10

Remarque : Les participants des groupes 1, 3, 5, 7 et 9 étaient à faible revenu. Ceux des groupes 2, 4, 6, 8 et 10 gagnaient un revenu plus élevé.

Les 71 participants étaient tous âgés de 18 ans et plus et appartenaient à différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux. Les séances de discussion, de 90 minutes environ, regroupaient de six à huit participants (sur les huit personnes recrutées pour chacun des groupes). Les participants se sont vu offrir une somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence. Dans chaque région, un groupe était composé de participants à revenu faible ou moyen (c.-à-d., un revenu annuel personnel inférieur à 80 000 \$ ou un revenu annuel du ménage inférieur à 120 000 \$), et l'autre, de participants à revenu plus élevé (c.-à-d., un revenu supérieur à ces derniers). Au Canada Atlantique, un revenu annuel personnel supérieur à 60 000 \$ ou un revenu annuel du ménage supérieur à 100 000 \$ étaient considérés comme un « revenu élevé ».

Recrutement

Environics a mis au point un questionnaire de recrutement, puis l'a transmis à Finances Canada à des fins de vérification avant de le déployer. Le recrutement a été effectué par le partenaire d'Environics, Trend Research, une entreprise de recrutement d'études qualitatives bien établie et parmi les plus respectées au pays. Toutes les activités de recrutement ont été menées au téléphone et par courriel par l'équipe professionnelle de recruteurs qualifiés et expérimentés de Trend. Trend gère un panel de participants potentiels à des études qualitatives partout au Canada. Le panel est composé de personnes qui ont pris part à des sondages quantitatifs et qui ont accepté que l'on communique de nouveau avec elles pour prendre part à des études qualitatives rémunérées, ainsi que de personnes recrutées au moyen de publicités sur les médias sociaux. Les participants ont été joints aléatoirement par téléphone ou par courriel, puis ont fait l'objet d'une sélection afin de s'assurer qu'ils étaient invités à la séance pertinente. Ils ont également été sélectionnés de façon à assurer un mélange de genres, de niveaux de scolarité et d'âges au sein des groupes, mais aussi en tenant compte de leur aisance à exprimer librement leur opinion devant d'autres personnes. Les critères d'exclusion standards ont été appliqués (emploi dans le domaine des études de marché, des médias ou pour le gouvernement fédéral, et participation récente à une séance de discussion en groupe). Les participants se sont vu offrir une somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence.

Toutes les séances ont été enregistrées sur bandes audio et vidéo pour pouvoir être utilisées par l'équipe de recherche lors de l'analyse subséquente; les participants devaient consentir à un tel enregistrement durant le processus de recrutement et au moment de se présenter à la séance. On les assurait cependant que leurs renseignements personnels et la confidentialité de leurs réponses seraient préservés.

Animation

Deux chercheurs d'expérience ont animé les diverses séances :

- Derek Leebosh, vice-président d'Environics, a animé toutes les séances en anglais.
- France Mercier, associée principale, a animé les deux séances en français.

L'intégralité de la phase qualitative a été menée conformément aux normes professionnelles et aux lois fédérales applicables (p. ex., la LPRPDE).

Limites

L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Annexe B : Méthodologie de la phase quantitative

Contexte et objectifs de la recherche

Finances Canada a mis en lumière la nécessité de mener une étude quantitative ayant pour but d'explorer les préoccupations et les perceptions globales des Canadiens et des Canadiennes en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays et aux enjeux économiques émergents, ainsi que leurs attentes quant au rôle que le gouvernement du Canada devrait jouer dans l'économie et d'autres enjeux liés à la qualité de vie au pays.

Utilisation de la recherche : En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiens et des Canadiennes, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu d'importants enjeux politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, l'élaboration de politiques et la planification de programmes et de services.

Méthodologie

Environics a mené, du 11 au 23 janvier 2023, un sondage en ligne auprès d'un échantillon représentatif de 2 106 Canadiens et Canadiennes adultes. *Puisque les répondants et répondantes au sondage en ligne ont été recrutés à partir d'un panel à participation volontaire, l'échantillon est non probabiliste et aucune marge d'erreur ne peut être calculée.*

Conception du questionnaire

Le questionnaire a été élaboré par des représentants d'Environics et de Finances Canada; des questions de suivi provenant de précédents sondages de nature économique y ont été incluses, lorsque cela était approprié. La version française du questionnaire définitif est incluse à l'annexe E du présent document. Les personnes sondées ont mis 15 minutes en moyenne pour y répondre.

Conception et pondération de l'échantillon

Le sondage en ligne a ciblé les Canadiens et les Canadiennes adultes (âgés de 18 ans ou plus). L'échantillon a été stratifié par région afin de permettre une couverture adéquate des zones moins habitées. Les données du sondage ont été pondérées en fonction de la population adulte nationale (par région, âge et sexe).

Répartition régionale	Total	C.-B./Yn	Alb./ T.N.-O.	Sask.	Man./Nt	Ont.	Qc	Atl.
N ^{bre} de sondages terminés	2 106	333	286	112	129	624	419	203
% de sondages terminés	100 %	16 %	14 %	5 %	6 %	30 %	20 %	10 %

Préenquête

Un pré-lancement du sondage en ligne a été effectué le 9 janvier (en anglais) et le 10 janvier (en français); un total de 57 sondages ont été examinés (44 en anglais et 13 en français). Aucun changement ne s'est avéré nécessaire à la suite de cet examen et le travail sur le terrain a pu commencer. Les entrevues menées dans le cadre du test préliminaire ont été conservées dans les données.

Travail sur le terrain et contrôle de la qualité

Le sondage en ligne a été réalisé par Environics. Tous les répondants ont eu la possibilité d'y répondre dans la langue officielle de leur choix. L'ensemble du travail de recherche a été effectué en conformité avec les Normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada, de même qu'avec les lois fédérales applicables (*Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, ou LPRPDE).

Des analystes de données ont programmé le questionnaire dans la plateforme de sondage en ligne avant de le soumettre à des tests approfondis afin d'assurer l'exactitude de l'organisation et de la collecte des données. Cette validation a permis de garantir que le processus de saisie des données était conforme à la logique de base des sondages. Le système d'entrevue a pris en charge les invitations, les quotas et les réponses aux questionnaires (l'enchaînement des questions et les intervalles valides).

Taux de réponse

Les taux de réponse au sondage en ligne sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Répartition des communications

Répartition		N
Nombre total d'invitations	(c)	64 710
Nombre total de sondages terminés	(d)	2 106
Répondant(e)s admissibles, mais qui ont abandonné	(e)	329
Répondant(e)s non admissibles	(f)	356
Aucune réponse	(g)	59 777
Quotas atteints	(h)	2 142
Taux de contact = $(d + e + f + h)/c$		7,62 %
Taux de participation = $(d+f+h)/c$		7,11 %

Analyse du biais de non-réponse

Le tableau ci-dessous présente le profil de l'échantillon final, comparativement à la population réelle du Canada (d'après les données du recensement de 2016). Le pourcentage des personnes âgées de 55 ans et plus qui ont été sondées est inférieur à celui observé dans la population générale; cet écart a été corrigé par une pondération de l'âge. L'échantillon final sous-représente également quelque peu les personnes ayant un diplôme d'études secondaires ou moins, ce qui est une caractéristique courante des sondages menés au Canada (c'est-à-dire que les personnes plus éduquées sont plus susceptibles de s'inscrire à des panels en ligne et de répondre à des sondages).

Profil de l'échantillon

Type d'échantillon	Hiver 2023* %	Au Canada (recensement de 2016) %
Genre (18 ans et plus)		
Genre masculin	49 %	49
Genre féminin	50 %	51
Âge		
De 18 à 34 ans	22	27
De 35 à 54 ans	57	34
55 ans et +	21	39
Niveau de scolarité^α		
Diplôme d'études secondaires ou moins	14	35
École de métiers, études collégiales ou postsecondaires (sans diplôme)	32	36
Diplôme universitaire	54	29

* Les données ne sont pas pondérées et les pourcentages sont établis en fonction des personnes ayant répondu à chacune des questions démographiques.

^α Les catégories réelles du recensement diffèrent de celles utilisées dans le cadre de ce sondage et ont été recalculées pour correspondre à ce dernier. Les données de Statistique Canada en ce qui a trait au niveau de scolarité représentent les Canadiens et les Canadiennes de 25 à 64 ans.

Annexe C : Guide de discussion

30 janvier 2023

Environics Research
Séances de discussion sur l'économie canadienne
Finances Canada – Guide de discussion
PN11601

1. Présentation de la procédure (10 minutes)

Bonjour à toutes et à tous, je m'appelle [NOM] et je travaille pour Environics Research, une société de recherche sur l'opinion publique. Bienvenue à cette séance de discussion en ligne. C'est moi qui l'animerai. Elle s'inscrit dans une série de séances de discussion en ligne que nous menons auprès de personnes d'un bout à l'autre du pays pour le compte du gouvernement du Canada. La séance durera au plus 90 minutes.

Nous souhaitons connaître votre opinion; n'hésitez donc pas à exprimer votre accord ou votre désaccord avec les autres participantes et participants. Sachez également que notre discussion est enregistrée pour m'aider à rédiger mon rapport. Cet enregistrement ne sera utilisé qu'à l'interne pour analyser la recherche et ne sera transmis à aucun tiers. ANIMATRICE OU ANIMATEUR, LANCER L'ENREGISTREMENT À PARTIR DE L'APPLICATION ZOOM.

De plus, quelques observateurs de l'équipe de recherche et du gouvernement du Canada assisteront à la séance et prendront des notes en sourdine. J'aimerais également vous rappeler que tout ce que vous direz ici demeurera confidentiel et anonyme, et qu'aucun de vos commentaires ne sera associé à votre nom, et ce, dans tous les rapports produits dans le cadre de ce projet.

Nous échangerons principalement par vidéo, mais je partagerai également mon écran avec vous pour vous montrer des choses. Nous utiliserons aussi la fonction de clavardage (« Chat ») de temps à autre, lorsque je vous demanderai de réagir par écrit. Je vais taper « Allô » dans la fenêtre de clavardage; pouvez-vous tous le voir? Veuillez répondre « Allô » à « Tout le monde » (« Everyone ») afin que l'on puisse s'assurer que tout fonctionne correctement pour toutes les participantes et tous les participants.

Si vous avez l'impression de ne pas avoir eu l'occasion de vous exprimer au cours de la séance, n'hésitez pas à ajouter vos commentaires par écrit à l'aide de la fonction de clavardage. Faites part de vos commentaires à tout le monde, à moins que vous ne sentiez le besoin de m'envoyer un message privé.

Avant de commencer, j'aimerais également dire que si vous croyez qu'il peut y avoir beaucoup de bruit de votre côté (p. ex., des enfants, un chien qui aboie, etc.), veuillez cliquer sur le bouton « Sourdine » (« Mute »). Réactivez le son lorsque vous désirez dire quelque chose. Vous recevrez la rémunération en argent promise par virement électronique dans les deux prochaines semaines.

Faisons un tour de table virtuel pour que chaque personne se présente. Dites-nous votre prénom et parlez-nous un peu de vous en nous indiquant, par exemple, d'où vous appeler, le type d'emploi que vous occupez ou les études que vous faites, ainsi que la composition de votre ménage (famille, animaux de compagnie, etc.).

2. L'économie canadienne (15 minutes)

Nous parlerons d'enjeux économiques et de l'état de l'économie canadienne. Je vais une fois de plus saisir une question dans la fenêtre de clavardage : « Quel mot utiliseriez-vous pour décrire l'état actuel de l'économie canadienne? » En d'autres termes, si une personne d'un autre pays vous demandait comment se porte actuellement l'économie du Canada, que lui répondriez-vous?

Pourquoi avez-vous choisi ce mot?

Quels sont les enjeux économiques précis qui vous préoccupent le plus pour ce qui est de la façon dont ils vous touchent personnellement?

EXPLORER : Le coût de la vie? Le coût du logement? Le chômage? La dette et le déficit? Les pénuries et les problèmes dans les chaînes d'approvisionnement?

D'après vous, comment se porte l'économie canadienne comparativement au reste du monde? Qu'en est-il de nos alliés les plus proches (États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France)?

À votre avis, comment l'économie canadienne se portera-t-elle dans la prochaine année? Croyez-vous qu'elle s'améliorera, qu'elle s'empirera ou qu'elle restera dans le même état? Pourquoi? Pourquoi pas?

Comment saurez-vous si l'économie s'améliore ou s'empire? Quels sont les signes?

EXPLORER : Cette information vous vient-elle de statistiques comme le taux de croissance du PIB, le taux de chômage ou le taux d'inflation, ou de ce que vous voyez dans les médias? Ou est-elle plutôt fondée sur ce que vous vivez personnellement, par exemple, le coût du loyer ou du logement, le prix de l'essence, le coût des produits d'épicerie?

3. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie (15 minutes)

Nous avons parlé plus tôt de la hausse des prix, que nous appelons « inflation ». Avez-vous des exemples de choses que vous ne pouvez plus vous permettre aussi facilement dans votre quotidien?

EXPLORER SI PAS MENTIONNÉ : Épicerie? Essence? Logement? Hypothèque? Services publics (chauffage/électricité)? Assurance automobile?

Si vous trouvez certaines choses moins abordables ces jours-ci, comment gérez-vous la situation?

EXPLORER SI PAS MENTIONNÉ : Vous vous endettez? Vous vous passez de certaines choses? Vous repoussez des décisions d'achat? Vous empruntez de l'argent à un proche? Vous utilisez l'argent économisé pendant la pandémie?

À votre avis, qu'est-ce qui entraîne cette hausse des prix récente? **EXPLORER** : La pandémie? Les chaînes d'approvisionnement? Des facteurs mondiaux (p. ex., la guerre en Ukraine)? Les dépenses gouvernementales? Les prix abusifs/le mercantilisme des détaillants?

Le gouvernement fédéral peut-il faire quelque chose pour réduire le taux d'inflation? Si oui, quoi?

D'après vous, pendant combien de temps devons-nous composer avec cette inflation élevée?

EXPLORER : A-t-on atteint le sommet? Les choses se stabiliseront-elles? Vont-elles s'empirer?

D'après vous, à qui incombe la responsabilité de déterminer les taux d'intérêt au Canada?

Certaines personnes disent que la Banque du Canada doit continuer d'augmenter les taux d'intérêt pour tenter de ralentir l'inflation. Que pensez-vous de cette affirmation? Êtes-vous en accord ou en désaccord?

Les taux d'intérêt ont déjà augmenté récemment. S'il y a lieu, quelles répercussions cela a-t-il eues pour vous?

Si les taux d'intérêt continuaient d'augmenter, quelle incidence cela aurait-il sur vous, le cas échéant?

4. Mesures sur le coût de la vie (5 minutes)

Nous avons discuté de mesures potentielles que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour réduire l'inflation, mais qu'en est-il de la question plus générale du coût de la vie? Y a-t-il quelque chose que le gouvernement fédéral pourrait faire pour que votre vie soit plus abordable?

Les programmes relatifs au coût de la vie signifient généralement de l'argent provenant du gouvernement pour aider les plus touchés par la hausse du coût de la vie – mais certaines personnes disent que ces mesures peuvent causer plus d'inflation et se traduire par des taux d'intérêt plus élevés. Sachant qu'elles pourraient entraîner plus d'inflation ou une hausse des taux d'intérêt, souhaiteriez-vous quand même que le gouvernement prenne ces mesures?

5. Soins de santé (15 minutes)

Parlons maintenant des soins de santé. Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus à propos du système de santé au Canada?

D'après vous, qui est principalement responsable d'améliorer le système de santé au Canada? Le gouvernement fédéral? Les gouvernements provinciaux et territoriaux?

Comme vous le savez peut-être, les provinces et les territoires fournissent les services de soins de santé aux Canadiennes et aux Canadiens, et le gouvernement fédéral les aide à financer ce système.

Si le gouvernement fédéral remettait des fonds supplémentaires destinés aux soins de santé, devrait-il dicter la manière d'utiliser ces fonds ou devrait-il laisser cette décision aux provinces?

D'après vous, les fonds sont-ils utilisés efficacement dans le système de santé? Si non, comment pourrait-on améliorer cette gestion des dépenses?

Comme vous le savez peut-être, certaines provinces envisagent de privatiser certains types de services et d'interventions en matière de santé, et d'avoir davantage recours aux cliniques à but lucratif plutôt qu'aux hôpitaux. Comment le gouvernement fédéral devrait-il répondre à cette possibilité?

Si vous pouviez formuler une recommandation au gouvernement fédéral pour améliorer le système de santé au Canada, que diriez-vous?

6. Logement (10 minutes)

Parlons plus précisément du logement. Veuillez indiquer dans la fenêtre de clavardage (« CHAT ») si vous êtes locataire ou propriétaire, et répondre à la question suivante : « Quelle est votre plus grande préoccupation en matière de logement, précisément? »

Veuillez décrire pourquoi cela constitue votre plus grande préoccupation à ce sujet.

En ce qui a trait au logement au Canada, pensez-vous que les choses s'améliorent ou s'empirent ces jours-ci?

Avez-vous entendu parler de mesures prises par le gouvernement du Canada pour tenter de régler les problèmes de logement? Qu'avez-vous entendu à ce sujet?

Y a-t-il autre chose que le gouvernement fédéral devrait faire au sujet des coûts et de la disponibilité du logement?

7. Priorités budgétaires (10 minutes)

Comme vous le savez peut-être, chaque année, le gouvernement fédéral annonce un budget pour l'année à venir dans lequel il décrit les montants qu'il investira et fait certaines prévisions, notamment sur le déficit et l'orientation de l'économie.

Dans la fenêtre de clavardage (« CHAT »), veuillez répondre à la question suivante : « Si vous pouviez désigner une priorité au ministre des Finances dans le budget fédéral à venir, quelle serait-elle? »

Pourquoi?

EXPLORER SI PAS MENTIONNÉ : Mesures relatives au coût de la vie, soins de santé, répondre aux pénuries de main-d'œuvre par l'immigration, investir dans les industries de l'avenir comme les véhicules électriques, dépenses militaires, réduction du déficit?

9. Conclusion (5 minutes)

Nous avons abordé plusieurs sujets aujourd'hui, et je vous suis très reconnaissant d'avoir consenti à nous accorder le temps et l'énergie nécessaires pour participer et faire part de votre opinion. Vos commentaires sont très importants et très utiles. Avant de terminer, je vous invite à me faire part de tout autre commentaire relatif aux sujets d'aujourd'hui que vous aimeriez transmettre au gouvernement du Canada.

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION!

Annexe D : Questionnaire de recrutement

6 décembre 2022

Environics Research Group Ltée
Groupes de discussion sur l'économie canadienne – hiver 2023

Finances Canada

PN11601

Questionnaire de recrutement pour les séances de discussion en groupe

Nom du répondant : _____

N° de tél. (domicile) : _____

N° de tél. (travail) : _____

N° de groupe : _____

Recruteur : _____

GROUPE 1 Ontario – Faible revenu Lundi 30 janvier 17 h HNE	GROUPE 2 Ontario – Revenu élevé Lundi 30 janvier 19 h HNE	GROUPE 3 Atlantique – Faible revenu Mardi 31 janvier 16 h HNE (17 h HNA)	GROUPE 4 Atlantique – Revenu élevé* Mardi 31 janvier 18 h HNE (19 h HNA)
GROUPE 5 Prairies – Faible revenu Mercredi 1 ^{er} février 18 h HNE (17 h HNC/16 h HNR)	GROUPE 6 Prairies – Revenu élevé Mercredi 1 ^{er} février 20 h HNE (19 h HNC/18 h HNR)	GROUPE 7 Québec (français) – Faible revenu Jeudi 2 février 17 h HNE	GROUPE 8 Québec (français) – Revenu élevé Jeudi 2 février 19 h HNE
GROUPE 9 C.-B. – Faible revenu Lundi 6 février 19 h HNE (16 h HNP)	GROUPE 10 C.-B. – Revenu élevé Lundi 6 février 21 h HNE (18 h HNP)	Voir ci-dessus.	

Huit personnes recrutées par séance. Compensation financière : 100 \$. Attention aux seuils de revenu. Groupes 3 et 4 doivent couvrir les 4 provinces de l'Atlantique, et les groupes 5 et 6, les trois provinces des Prairies.

La catégorie « revenu élevé » comprend les personnes dont le revenu annuel personnel est supérieur à 80 000 \$ ou celles dont le revenu annuel du ménage est supérieur à 120 000 \$.

** Pour les groupes 3 et 4 au Canada Atlantique, un revenu annuel personnel supérieur à 60 000 \$ ou un revenu annuel du ménage supérieur à 100 000 \$ est un « revenu élevé ».*

Bonjour, je m'appelle ____ et je travaille pour Trend Research, un partenaire d'Environics Research. Nous menons auprès de gens de votre région une série de groupes de discussion en ligne, par vidéoconférence, pour le compte du gouvernement du Canada au sujet d'enjeux touchant l'économie du pays. Would you like to continue this discussion in English?/Souhaitez-vous poursuivre cette conversation en français?

Cette étude est un projet de recherche qui n'a aucune visée commerciale ou promotionnelle. Votre participation à cette recherche est complètement volontaire et anonyme, et votre décision d'y prendre part ou non n'aura aucune conséquence sur vos relations avec le gouvernement.

La discussion se déroulera par vidéoconférence à l'aide de la plateforme Zoom et sera menée par un chercheur professionnel d'Environics avec votre participation et celle d'autres personnes de votre région. Me permettez-vous de vous poser quelques questions supplémentaires afin de vérifier si vous répondez aux critères d'admissibilité de notre étude, ou de poser quelques questions supplémentaires à un autre membre de votre ménage, afin de vérifier si cette personne répond à ces critères d'admissibilité? Cela prendra environ 5 minutes.

Oui 1 **POURSUIVRE**

Non 2 **REMERCIER ET TERMINER**

La séance durera au plus une heure et demie et vous recevrez un montant de 100 \$ pour vous remercier de votre participation.

La séance sera enregistrée aux fins de recherche. L'enregistrement ne sera utilisé que par le chercheur professionnel pour l'aider à rédiger son rapport des conclusions de la recherche et sera détruit une fois le rapport achevé. Toutes les informations recueillies, utilisées ou divulguées serviront uniquement aux fins de recherche et seront gérées conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Vous pouvez consulter la politique de confidentialité d'Environics Research à l'adresse <https://environics.ca/about-us/politique-de-confidentialite>.

[NOTE À L'INTERVIEWEUR – LIRE CE QUI SUIT EN CAS DE QUESTIONS SUR LES LOIS SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS : « Les renseignements recueillis durant la recherche sont régis par les dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, des lois du gouvernement du Canada et des lois provinciales en matière de protection des renseignements personnels. »] Environics est membre du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC) et adhère à toutes ses normes, et a inscrit le sondage auprès du Service de vérification des recherches du CRIC (n° de référence 20220922-EN412)

REMARQUE : Si un participant demande des informations sur la société de recherche qui mène l'étude, lui dire : Environics Research est située au 366, rue Adelaide Ouest, bureau 101, à Toronto, en Ontario, et peut être jointe au 416-920-9010.

Oui 1 **POURSUIVRE**

Non 2 **REMERCIER ET TERMINER**

1. Est-ce qu'un membre de votre ménage, de votre famille immédiate ou vous-même travaillez actuellement pour l'un des employeurs suivants?

	Non	Oui
Une société d'étude de marché, une firme de relations publiques ou de communication ou une agence de publicité		

Un média (radio, télévision, journal, magazine, etc.)		
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral ou provincial		
Un parti politique		

SI LA PERSONNE A RÉPONDU « OUI » À L'UNE DES OPTIONS CI-DESSUS – REMERCIER ET TERMINER

2. NOTER :

Homme 1 **RÉPARTITION 50/50**

Femme 2

3. Combien de personnes, y compris vous-même, vivent dans votre foyer et ont un revenu?

Une (seulement moi) **POSER Q4**

Deux **PASSER À Q5**

Trois **PASSER À Q5**

Quatre ou plus **PASSER À Q5**

POSER SI UNE SEULE PERSONNE A UN REVENU DANS LE MÉNAGE :

4. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux à votre revenu annuel personnel total, avant impôts, pour l'année 2022?

LIRE

01 – Moins de 30 000 \$ **GROUPES 1, 3, 5, 7, 9**

02 – 30 000 \$ à 60 000 \$ **GROUPES 1, 3, 5, 7, 9**

03 – 60 000 \$ à 80 000 \$ **GROUPES 1, 4, 5, 7, 9*** [REMARQUE : Le seuil de revenu faible pour l'Atlantique est inférieur.]

04 – 80 000 \$ à 100 000 \$ **GROUPES 2, 4, 6, 8, 10**

05 – 100 000 \$ à 120 000 \$ **GROUPES 2, 4, 6, 8, 10**

06 – 120 000 \$ à 150 000 \$ **GROUPES 2, 4, 6, 8, 10**

07 – 150 000 \$ et plus **GROUPES 2, 4, 6, 8, 10**

99 – Je refuse de répondre/je ne saurais dire/sans objet **TERMINER**

POSER SI PLUSIEURS PERSONNES ONT UN REVENU DANS LE MÉNAGE :

5. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux au revenu annuel total, avant impôts, de tous les membres de votre ménage pour l'année 2022? LIRE

01 – Moins de 30 000 \$ **GROUPES 1, 3, 5, 7, 9**

02 – 30 000 \$ à 60 000 \$ **GROUPES 1, 3, 5, 7, 9**

03 – 60 000 \$ à 80 000 \$ **GROUPES 1, 3, 5, 7, 9**

04 – 80 000 \$ à 100 000 \$ **GROUPES 1, 3, 5, 7, 9**

05 – 100 000 \$ à 120 000 \$ **GROUPES 1, 4, 5, 7, 9*** [REMARQUE : Le seuil de revenu faible pour l'Atlantique est inférieur.]

06 – 120 000 \$ à 150 000 \$ **GROUPES 2, 4, 6, 8, 10**

07 – 150 000 \$ et plus **GROUPES 2, 4, 6, 8, 10**

99 – Je refuse de répondre/je ne saurais dire/sans objet **TERMINER**

6. Nos discussions doivent réunir des participants de divers groupes d'âge. Pour nous permettre de le faire correctement, veuillez indiquer votre âge exact. _____ INSCRIRE

Moins de 18 ans **TERMINER**

18 à 24 ans 1

25 à 34 ans 2

35 à 44 ans 3 **RECRUTER UN MÉLANGE**

45 à 54 ans 4

55 à 64 ans 5

65 à 74 ans 6

75 ans ou plus **TERMINER**

7. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint? RECRUTER UN MÉLANGE

Études secondaires en partie 1

Diplôme d'études secondaires 2

Certificat d'une école de métier 3 **RECRUTER UN MÉLANGE**

Études postsecondaires en partie 4

Diplôme d'études postsecondaires 5

Diplôme d'études supérieures 6

8. Quelle est votre situation d'emploi actuelle? [SUIVRE LES QUOTAS]

Travail à temps plein (35 heures par semaine ou plus)	minimum de 4	POSER Q9 ET Q10
Travail à temps partiel (moins de 35 heures par semaine)	maximum de 2	POSER Q9 ET Q10
Au foyer	maximum de 1	
Aux études	maximum de 1	
À la retraite	maximum de 2	
Sans emploi	maximum de 1	

POSER Q9 ET Q10 AUX TRAVAILLEURS et TRAVAILLEUSES :**9. Êtes-vous employé(e) ou travailleur(se) autonome?**

Employé(e)

Travailleur(se) autonome

10. Quel est votre emploi actuel?

Type d'emploi

Type d'entreprise

POSER SI MARIÉ(E)/EN UNION DE FAIT : QUEL EMPLOI OCCUPE VOTRE CONJOINT(E)?

Type d'emploi

Type d'entreprise

TERMINER SI L'EMPLOI EST ASSOCIÉ AUX EXCLUSIONS À Q1.**POSER À TOUS****11. Quelle est votre origine ethnique?**

En Ontario et en C.-B., recruter au moins trois personnes par groupe qui ne sont pas d'origine européenne ou qui sont membres d'une minorité visible (p. ex., d'origine chinoise ou sud-asiatique, mais aussi, possiblement, des Autochtones ou des Afro-Canadiens). Autres régions : aucun minimum, mais recrutement souhaitable.

12. Nous demandons aux participants aux séances de discussion en groupe d'exprimer leurs opinions et commentaires; dans quelle mesure êtes-vous à l'aise de faire part de vos opinions à d'autres personnes? Êtes-vous...? [LIRE LA LISTE]

Très à l'aise	1 MINIMUM DE 5 PAR GROUPE
Plutôt à l'aise	2
Pas très à l'aise	3 TERMINER

Très mal à l'aise 4 TERMINER

13. Avez-vous déjà participé à une séance de discussion ou une entrevue individuelle où l'on vous a remis une somme d'argent, ici ou ailleurs?

Oui 1 MAXIMUM DE 5 PAR GROUPE

Non 2 PASSER À Q17

SI OUI, POSER :

14. À quand remonte la dernière fois où vous avez participé à l'une de ces discussions?

[TERMINER SI MOINS DE 6 MOIS]

15. À combien de séances de discussion en groupe ou entrevues individuelles avez-vous participé au cours des 5 dernières années?

[VEUILLEZ PRÉCISER]

SI PLUS DE 5 – TERMINER

16. Quels ont été les sujets abordés dans les séances de discussion ou les entrevues individuelles auxquelles vous avez pris part au cours des 5 dernières années?

[VEUILLEZ PRÉCISER]

TERMINER SI ÉCONOMIE OU FINANCE

POSER À TOUS

17. Les participants aux groupes de discussion devront joindre une vidéoconférence sur la plateforme Zoom à partir d'un ordinateur de bureau, d'un ordinateur portable ou d'une tablette. Pour prendre part à cette étude, vous devrez avoir accès à Internet à partir d'un endroit privé et tranquille. Nous ne sommes pas en mesure de vous fournir ces outils technologiques. Serez-vous en mesure d'avoir accès à Internet pour une discussion audiovisuelle d'une heure et demie à partir d'un ordinateur de bureau, d'un ordinateur portable ou d'une tablette?

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

REMARQUE : CET EXERCICE NE POURRA ÊTRE RÉALISÉ À PARTIR D'UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE

18. La séance de discussion se déroulera par l'entremise de la plateforme de vidéoconférence Zoom. Si vous n'avez pas déjà utilisé Zoom, vous devrez peut-être installer un logiciel à partir du site <https://zoom.us/download>. Vous pourrez le supprimer après la séance si vous le souhaitez. Dans quelle mesure êtes-vous habitué(e) et à l'aise d'utiliser la plateforme de vidéoconférence Zoom?

Très à l'aise 1 - **POURSUIVRE**

Plutôt à l'aise 2 - **POURSUIVRE**

Pas très à l'aise 3 - **TERMINER**

Pas du tout à l'aise 4 - **TERMINER**

- 19. Lors des groupes de discussion, les participants sont parfois invités à saisir leurs réponses aux questions dans la fenêtre de clavardage. Le cas échéant, serez-vous capable de le faire? Si vous utilisez des lunettes ou un appareil auditif, n'oubliez pas de les avoir à portée de main.**

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

- 20. J'aimerais vous inviter à prendre part à un groupe de discussion au sein duquel vous ferez part de vos opinions dans le cadre d'une discussion menée par un animateur et à laquelle participeront d'autres personnes. La séance sera enregistrée et d'autres membres de l'équipe de recherche pourront l'observer, mais votre participation sera confidentielle. Si vous prenez part à la séance, vous recevrez un montant de 100 \$ en guise de remerciement pour votre temps. Il vous sera envoyé par voie électronique. Consentez-vous à faire partie du groupe de discussion? En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces procédures.**

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

- 21. Nous reprendrons contact avec vous avant la date de la séance pour confirmer votre participation. Veuillez noter que cette invitation ne s'adresse qu'à vous, et que vous ne pouvez pas demander à une autre personne de vous remplacer. Acceptez-vous ces conditions?**

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

- 22. La séance durera environ une heure et demie (90 minutes), mais nous demandons à tous les participants de se connecter à la réunion en ligne (sur la plateforme Zoom) 5 minutes avant le début de la discussion. Serez-vous en mesure de vous y connecter environ 5 minutes avant l'heure prévue de la séance?**

Oui **POURSUIVRE**

Non **TERMINER**

- 23. Veuillez confirmer votre adresse courriel, afin que je puisse vous faire parvenir les informations de connexion à l'application de conférence en ligne Zoom.**

Adresse courriel : _____

RELIRE L'ADRESSE COMPLÈTE AFIN D'EN VÉRIFIER L'ORTHOGRAPHE.

(Nota : Nous enverrons les liens pertinents au début de la semaine prochaine.)

BIEN INDIQUER AUX PARTICIPANTS L'HEURE DE LA SÉANCE SELON LEUR FUSEAU HORAIRE.

VOIR LES HEURES ET DATES SUR LA PAGE 1.

INTERVIEWEURS : Informer les répondants que le groupe sera petit, et que les personnes qui ne s'y présenteront pas ou qui annuleront leur participation à la dernière minute mettront le projet en péril. S'assurer qu'ils comprennent que leur opinion est très importante et que nous tenons à entendre ce qu'ils ont à dire.

REMARQUE : AVISER TOUS LES RÉPONDANTS QU'ILS RECEVRONT UN APPEL/COURRIEL DE CONFIRMATION LA VEILLE DE LA SÉANCE. SI POUR UNE RAISON QUELCONQUE ILS N'ONT PAS EU DE NOS NOUVELLES ILS DEVRAIENT NOUS CONTACTER AU _____. SI LEUR NOM N'EST PAS SUR LA LISTE DE PRÉSENCE, ILS NE SERONT PAS ADMIS AU GROUPE DE DISCUSSION. SI UN RÉPONDANT A DES QUESTIONS SUR LA RECHERCHE, IL DEVRAIT ÉGALEMENT NOUS CONTACTER À CE NUMÉRO.

Annexe E : Questionnaire du sondage

Ministère des Finances Canada – Attitudes à l'égard de l'économie – Sondage en ligne (Hiver 2023) Environics Research

Veillez choisir la langue dans laquelle vous souhaitez répondre au sondage. / Please select your preferred language for completing the survey.

- 1 English
- 2 Français

Les renseignements recueillis dans le cadre du sondage sont assujettis aux dispositions de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#) du gouvernement du Canada et aux lois provinciales qui s'appliquent. **Remarque : lien vers <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/p-21/>**

Introduction

Environics Research, société de recherche indépendante, réalise le présent sondage portant sur les attitudes à l'égard de l'économie au nom du gouvernement du Canada. Votre décision d'y participer ne nuira d'aucune façon à la relation que vous avez avec le gouvernement du Canada ou avec les services qu'il vous fournit. Pour consulter la politique de confidentialité d'Environics, cliquez **ici**.

Toute participation est volontaire et vos réponses sont anonymes. Il vous faudra environ 12 minutes pour répondre au sondage et celui-ci est enregistré auprès du service de vérification des recherches du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC). Cliquez ici [**INSÉRER LE LIEN : <https://www.canadianresearchinsightscouncil.ca/rvs/home/>**] si vous souhaitez vérifier l'authenticité du présent sondage. Le numéro de vérification est le suivant : **20230103-EN409**.

Le présent sondage a été conçu pour être rempli à partir d'un ordinateur personnel ou d'une tablette. Si vous utilisez votre téléphone mobile pour y répondre, nous vous recommandons de le faire en mode paysage (écran à l'horizontale) afin que toutes les questions s'affichent correctement.

Veillez cliquer sur >> pour continuer.

A. Dans quelle province ou quel territoire demeurez-vous?

MENU DÉROULANT

Terre-Neuve-et-Labrador	1
Île-du-Prince-Édouard	2
Nouvelle-Écosse	3
Nouveau-Brunswick	4
Québec	5
Ontario	6
Manitoba	7
Saskatchewan	8
Alberta	9
Colombie-Britannique	10
Yukon	11
Territoires du Nord-Ouest	12
Nunavut	13

(NOUVEAU)**B. Quelle est la taille de la communauté dans laquelle vous demeurez? S'agit-il d'une...?**

Ville ayant une population de plus d'un million d'habitants	1
Ville ayant une population de 100 000 à un million d'habitants	2
Ville/municipalité ayant une population de 30 000 à 99 999 habitants	3
Municipalité ayant une population de 5 000 à 29 999 habitants	4
Municipalité/région rurale ayant une population de moins de 5 000 habitants	5

C. À quel genre vous identifiez-vous?

Féminin/Femme	1
Masculin/Homme	2
Non binaire	3
Autre (PRÉCISEZ) _____	3
Je préfère ne pas répondre	99

D. Quelle est votre année de naissance?**(INSCRIRE L'ANNÉE - XXXX)**

9999 – Je ne sais pas/Je refuse de répondre

[SI LE RÉPONDANT PRÉFÈRE NE PAS FOURNIR UNE ANNÉE DE NAISSANCE PRÉCISE, DEMANDEZ :]**E. Pourriez-vous nous dire auquel des groupes d'âge suivants vous appartenez?**

De 18 à 34 ans	1
De 35 à 44 ans	2
De 45 à 54 ans	3
De 55 à 64 ans	4
OU 65 ans et plus?	5

F. Y a-t-il des enfants de moins de 18 ans qui demeurent actuellement dans votre foyer?

Oui	1
Non	2
Je préfère ne pas répondre	99

(LÉGÈREMENT MODIFIÉ)**G. Êtes-vous propriétaire ou locataire de votre résidence?**

Propriétaire, avec hypothèque	1
Propriétaire, sans hypothèque	2
Locataire	3
Ni l'un ni l'autre (je demeure chez mes parents, des proches, etc.)	4
Je préfère ne pas répondre	9

H. Envisagez-vous d'acheter une nouvelle maison au cours de la prochaine année?

Oui	1
Non	2
Je préfère ne pas répondre	99

Évaluation de l'économie

Nous allons vous poser quelques questions sur l'économie canadienne.

Automne 2022 Q1 – nouveaux éléments ajoutés

- 1. Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.**

COLONNES ET RANGÉES... LES POINTS B À I DANS UN ORDRE ALÉATOIRE

- a. L'état actuel de l'économie canadienne
- b. L'état actuel de l'économie du/de/de la/de l' [PROVINCE/TERRITOIRE]
- c. L'état actuel de votre situation financière personnelle
- d. Le prix actuel des produits d'épicerie
- e. Le coût actuel des services publics (p. ex., chauffage/électricité résidentiels)
- f. Le prix actuel de l'essence
- g. Les taux d'intérêt actuels sur les prêts et prêts hypothécaires [NOUVEAU]
- h. Le coût actuel du logement [NOUVEAU]
- i. Le coût actuel de l'assurance automobile [NOUVEAU]

Désastreux	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Excellent	10
Je ne suis pas certain(e)	99

*Automne 2022 Q2 – nouveaux éléments ajoutés***2. Dites-moi dans quelle mesure chacun des facteurs suivants représente une source de stress pour vous et votre ménage.**

S'agit-il d'une source de stress majeure, modérée ou mineure, ou encore est-ce que cela ne constitue pas du tout une source de stress? COLONNES ET RANGÉES... ORDRE ALÉATOIRE

- a. La sécurité d'emploi
- b. Le manque d'occasions d'avancement professionnel
- c. Votre capacité d'économiser suffisamment d'argent pour prendre votre retraite
- d. Votre capacité de payer toutes vos factures à la fin du mois
- e. Les changements climatiques
- f. La qualité du système de santé
- g. L'économie canadienne
- h. L'ampleur du déficit fédéral
- i. Le recul de la classe moyenne par rapport au 1 % le plus riche
- j. Votre santé mentale et celle de votre famille
- k. Votre capacité d'économiser suffisamment pour acheter une maison
- l. La hausse des taux d'intérêt
- m. Le remboursement de vos dettes personnelles (sans compter les prêts étudiants)
- n. Le coût de l'éducation, tel que les frais de scolarité et les prêts étudiants **[NOUVEAU]**

Source majeure de stress	1
Source modérée de stress	2
Source mineure de stress	3
Pas une source de stress du tout	4
Ne s'applique pas	5
Je ne sais pas	9

POSEZ LA Q3 UNIQUEMENT AUX RÉPONDANTS QUI ONT DES ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS À LA Q.F

3. Dans quelle mesure chacun des éléments suivants constitue une source de stress pour vous et les membres de votre ménage.

S'agit-il d'une source de stress majeure, modérée ou mineure, ou encore est-ce que cela ne constitue pas du tout une source de stress? COLONNES ET RANGÉES... ORDRE ALÉATOIRE

- a) Le fait de savoir si vos enfants obtiendront un emploi après avoir terminé leurs études
- b) La capacité de payer les études de vos enfants
- d) La qualité de l'environnement lorsque vos enfants seront plus âgés
- e) Le fait de savoir si vos enfants seront en mesure de s'offrir un endroit où rester lorsqu'ils seront plus âgés **(NOUVEAU)**
- f) L'incidence de la dette nationale du Canada sur vos enfants lorsqu'ils seront plus âgés **(NOUVEAU)**
- g) La capacité de vos enfants à rembourser leur éventuel prêt étudiant **(NOUVEAU)**

Source majeure de stress	1
Source modérée de stress	2
Source mineure de stress	3
Pas une source de stress du tout	4
Ne s'applique pas	5
Je ne sais pas	9

Automne 2022 Q4

4. Comparativement à la même période l'an dernier, dans quelle mesure êtes-vous convaincu(e) de pouvoir payer vos factures et vous procurer les choses dont vous avez besoin? Êtes-vous...?

Bien plus convaincu(e)	1
Un peu plus convaincu(e)	2
Aussi convaincu(e)	3
Un peu moins convaincu(e)	4
Bien moins convaincu(e)	5
Je ne sais pas	9

Automne 2022 Q5

5. Quelle dépense fait en sorte qu'il est plus difficile pour vous de joindre les deux bouts aujourd'hui?

Essence	1
Produits d'épicerie/nourriture	2
Services publics (p. ex., chauffage, électricité)	3
Coûts de logement (p. ex., loyer, prêt hypothécaire)	4
Autre chose (PRÉCISEZ) _____	5

Rien, je n'ai pas de difficulté à joindre les deux bouts	6
Je ne sais pas	9

Automne 2022 Q6

6. Dans quelle mesure craignez-vous qu'un membre de votre ménage ou vous-même perdiez votre emploi ou soyez mis à pied?

Cela m'inquiète beaucoup	1
Cela m'inquiète un peu	2
Cela ne m'inquiète pas vraiment	3
Cela ne m'inquiète pas du tout	4
Je ne sais pas	9

Automne 2022 Q7 – nouveaux éléments ajoutés

7. Dans quelle mesure est-il important, selon vous, que le gouvernement du Canada tienne compte des enjeux suivants dans ses décisions budgétaires? Veuillez évaluer chaque enjeu à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela n'est pas du tout important et 10, que cela est très important.

ORDRE ALÉATOIRE... COLONNES ET RANGÉES

- a) Aider les Canadiens à décrocher un bon emploi
- b) Rendre les communautés plus sécuritaires
- c) Faire en sorte que les Canadiens les plus nantis paient leur juste part
- d) Lutter contre les changements climatiques
- e) Rendre le logement plus abordable
- f) Maîtriser l'inflation
- g) S'attaquer aux problèmes de santé mentale
- h) Aider les Canadiens à épargner en vue de leur retraite **(NOUVEAU)**
- i) Maintenir le niveau d'endettement et de déficit du pays le plus bas possible **(NOUVEAU)**
- j) Améliorer le système de santé **(NOUVEAU)**
- k) Bâtir une économie qui fonctionne pour tout le monde
- l) S'attaquer à la hausse du coût de la vie **(NOUVEAU)**
- m) Soutenir l'Ukraine pour l'aider à se défendre contre la Russie **(NOUVEAU)**
- n) Aider les Canadiens qui se trouvent dans une situation financière difficile

Pas du tout important	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Très important	10
Je ne sais pas	99

Automne 2022 Q8

8. Lorsque vous pensez à l'économie canadienne, quel enjeu vous préoccupe le plus?

ORDRE ALÉATOIRE... PERMETTRE UNE SEULE RÉPONSE

Le chômage et l'emploi	1
Les taxes et les impôts	2
Le déficit et la dette nationale	3
Le ralentissement économique	4
L'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie	5
La transition vers une économie neutre en carbone	6
Le caractère abordable du logement	7
Les chaînes d'approvisionnement	8
La compétitivité des entreprises	9
La pénurie de main-d'œuvre	10
La hausse des taux d'intérêt	11
La retraite	12
Autre (PRÉCISEZ) _____	
Je ne sais pas	99

NOUVEAU**1R1 Voici deux énoncés portant sur les taux d'intérêt au Canada. Lequel de ces points de vue correspond le plus au vôtre? ÉCHELLE HORIZONTALE À QUATRE POINTS ENTRE LES DEUX POINTS DE VUE**

Le gouvernement fédéral élu contrôle le taux d'intérêt préférentiel	1	Tout à fait
	2	Plutôt
	3	Les deux également
	4	Plutôt
La Banque du Canada contrôle le taux d'intérêt préférentiel	5	Tout à fait
	9	
Je ne sais pas		

Automne 2022 Q9 MODIFIÉE

9. Voici deux énoncés portant sur l'inflation au Canada. Lequel de ces points de vue correspond le plus au vôtre? ÉCHELLE HORIZONTALE À QUATRE POINTS ENTRE LES DEUX POINTS DE VUE

Le taux d'inflation est attribuable aux politiques du gouvernement fédéral	1	Tout à fait
	2	Plutôt
	3	Les deux également
	4	Plutôt
Le taux d'inflation est attribuable à des facteurs mondiaux	5	Tout à fait
	9	
Je ne sais pas		

Automne 2022 Q10**10. Quand pensez-vous que la période actuelle de forte inflation au Canada sera maîtrisée?
Est-ce que ce sera...?**

Au cours des six prochains mois	1
Dans six mois à un an	2
Dans un ou deux ans	3
Dans plus de deux ans	4
Jamais	5
Je ne sais pas	9

Systeme et incitatifs fiscaux**Automne 2022 Q11 – catégories de réponses additionnelles****11. À votre avis, est-ce que chacun des groupes suivants paie actuellement un montant approprié en taxes et en impôts, ou devrait-il payer plus ou moins de taxes et d'impôts qu'il ne le fait aujourd'hui?****COLONNES ET RANGÉES... ORDRE ALÉATOIRE**

a. Les grandes sociétés	
b. Les petites entreprises	
c. Les membres du 1 % le plus riche	
d. Les membres de la classe moyenne	
e. Les personnes à faible revenu	
f. Les institutions financières	
Devraient payer beaucoup moins de taxes	1
Devraient payer un peu moins de taxes	2
Paient actuellement un montant approprié de taxes	3
Devraient payer un peu plus de taxes	4
Devraient payer beaucoup plus de taxes	5
Je ne sais pas	9

Logement abordable et aide aux acheteurs d'une première propriété**Nouveau****AH1 À votre avis, quelle influence les politiques du gouvernement fédéral pourraient-elles avoir sur le prix des maisons au Canada?**

Une très grande influence	1
Une assez grande influence	2
Peu ou pas d'influence	3
Je ne sais pas	9

Nouveau

AH2 À votre avis, quel ordre de gouvernement devrait être principalement responsable de remédier à la pénurie de logements abordables au Canada? Est-ce...?

FAIRE LA ROTATION

Le gouvernement fédéral	1
Les gouvernements provinciaux	2
Les administrations municipales/locales	3
Je ne sais pas	9

Automne 2022 Q12

12. À l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord et 10, que vous êtes fortement en accord, dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants?

COLONNES ET RANGÉES... ORDRE ALÉATOIRE

- Si vous deviez acheter une propriété aujourd'hui, il vous serait facile de trouver un endroit à la fois sécuritaire et abordable.
- SI LOCATAIRE, DEMANDEZ :** Votre loyer est abordable compte tenu du revenu actuel de votre ménage.
- SI PROPRIÉTAIRE, DEMANDEZ :** Les coûts associés à votre propriété (y compris les paiements hypothécaires et les taxes foncières) sont abordables compte tenu du revenu actuel de votre ménage.
- Il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours, étant donné le climat économique actuel.
- Le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables au Canada.
- SI PROPRIÉTAIRE, DEMANDEZ :** Il était extrêmement important pour vous d'être propriétaire plutôt que locataire.
- SI LOCATAIRE, DEMANDEZ :** Il est extrêmement important pour vous d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir.

Fortement en désaccord	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Fortement en accord	10
Je ne sais pas	99

Automne 2022 Q13 – légères modifications

13. Afin de répondre au problème d'accessibilité à un logement abordable, dans quelle mesure chacun des éléments suivants devrait-il, selon vous, constituer une priorité pour le gouvernement fédéral? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie qu'un élément ne devrait pas du tout constituer une priorité pour le gouvernement fédéral et 10, qu'il devrait constituer une priorité extrêmement élevée.

COLONNES ET RANGÉES... ORDRE ALÉATOIRE

- a. Rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible
- b. Accroître l'accessibilité à un logement abordable
- c. Investir dans les coopératives de logements
- d. Soutenir les acheteurs d'une première propriété
- f. Accroître la transparence et la protection des consommateurs dans les opérations immobilières, par exemple en interdisant les offres à l'aveugle
- g. Collaborer avec les municipalités pour accélérer l'approbation de nouveaux projets de logements
- h. Prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements, réduisant ainsi l'offre pour les particuliers
- i. Augmenter les exigences en matière de mise de fonds pour les investisseurs
- j. Aider les Canadiens à effectuer une mise de fonds **(MODIFIÉ)**
- k. Interdire aux gens d'acheter et de posséder plusieurs propriétés qui ne sont pas utilisées pour offrir des logements locatifs à ceux qui en ont besoin
- m. Réduire le financement fédéral octroyé aux municipalités qui n'ont pas augmenté le nombre de logements sur leur territoire au cours de l'année précédente
- n. Exiger que les municipalités modifient leurs règles de zonage pour permettre la densification des communautés

Pas une priorité	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Priorité extrêmement élevée	10
Je ne sais pas	99

Questions fiscales**Automne 2022 Q14 – certains points ont été supprimés**

14. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants en utilisant une échelle de 1 à 10, où 10 signifie que vous êtes fortement en accord et 1, que vous êtes fortement en désaccord?

COLONNES ET RANGÉES... ORDRE ALÉATOIRE

- a) Le gouvernement fédéral devrait accroître le financement permanent qu'il fournit aux provinces pour les soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit.
- b) Je ne m'attends pas à ce que le gouvernement fédéral équilibre son budget tant que l'économie ne se sera pas entièrement remise de la pandémie.
- d) Je pense que le gouvernement fédéral devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès que possible.
- e) Je crains qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire par le gouvernement fédéral n'entraîne soit des compressions dans les services essentiels, soit une hausse du fardeau fiscal pour les gens comme moi.
- h) Le gouvernement fédéral tente de soutenir les Canadiens en période de difficultés économiques.
- i) Le gouvernement fédéral comprend les enjeux économiques auxquels sont confrontés les Canadiens.
- j) Le gouvernement fédéral devrait accroître le soutien financier offert à l'Ukraine pour l'aider à se défendre contre la Russie, même si cela ferait augmenter le déficit.

Fortement en désaccord	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Fortement en accord	10
Je ne sais pas	99

Données démographiques

En terminant, voici quelques questions à des fins démographiques.

I. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

8 ^e année (secondaire II) ou moins	1
Études secondaires en partie (III or IV)	2
Diplôme d'études secondaires ou équivalent	3
Apprentissage enregistré, ou certificat ou diplôme d'une école de métiers	4
Collège, CÉGEP, ou certificat ou diplôme non universitaire	5
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	6
Baccalauréat	7
Diplôme universitaire supérieur au baccalauréat	8
Je préfère ne pas répondre	99

J. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

Anglais	1
Français	2
Une autre langue	3
Je préfère ne pas répondre	99

K. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux votre situation professionnelle actuelle? Êtes-vous...?

Travailleur(se) à temps plein, c'est-à-dire 35 heures ou plus par semaine	1
Travailleur(se) à temps partiel, c'est-à-dire moins de 35 heures par semaine	2
Travailleur(se) autonome	3
Sans emploi, mais à la recherche d'un emploi	4
Sans emploi, et PAS à la recherche d'un emploi	5
Étudiant(e) à temps plein	6
Retraité(e)	7
Personne au foyer à temps plein	8
Je préfère ne pas répondre	9

**L. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux au revenu total de votre ménage?
Par cela, nous entendons le revenu total combiné de tous les membres de votre ménage,
avant impôts.**

Moins de 20 000 \$	1
De 20 000 \$ à moins de 40 000 \$	2
De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$	3
De 60 000 \$ à moins de 80 000 \$	4
De 80 000 \$ à moins de 100 000 \$	5
De 100 000 \$ à moins de 150 000 \$	6
De 150 000 \$ à moins de 200 000 \$	7
200 000 \$ et plus	8
Je préfère ne pas répondre	9

M. Appartenez-vous à l'un des groupes suivants?

COLONNES ET RANGÉES

- a. Personne autochtone (membre des Premières Nations, Inuit ou Métis)
- b. Personne racisée
- c. Personne 2ELGBTQ2+
- d. Personne en situation de handicap
- e. Personne ayant immigré au Canada au cours des cinq dernières années

Oui	1
Non	2
Je préfère ne pas répondre	99

Ce sondage a été réalisé pour le compte du ministère des Finances Canada et est enregistré conformément à la *Loi canadienne sur l'accès à l'information*. Nous vous remercions de votre participation.

N. INSCRIRE : Langue de l'entrevue

Anglais	1
Français	2